



ÉTUDES ÉCONOMIQUES

République Socialiste  
Fédérative de

**YUGOSLAVIE**

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET  
DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

PARIS AOUT 1966

# STATISTIQUES DE BASE DE LA YOUGOSLAVIE

## LE PAYS ET LA POPULATION

Superficie totale (milliers de km <sup>2</sup> ) . . . . .	256	Accroissement net de la population (1960-1965) en milliers :	
Superficie cultivée (1965, milliers de km <sup>2</sup> ) . . . . .	148	Moyenne annuelle . . . . .	221
Population (1965, estimation en milliers) :		Moyenne annuelle pour 1.000 habitants . . . . .	12,1
République fédérale . . . . .	19.508	Emploi dans le secteur socialisé, septembre 1965 (en milliers) . . . . .	3.609
Républiques :		dont :	
Bosnie et Herzégovine . . . . .	3.594	Industries manufacturières . . . . .	1.380
Monténégro . . . . .	511	Construction . . . . .	326
Croatie . . . . .	4.281	Agriculture . . . . .	333
Macédoine . . . . .	1.508	Personnes employées dans les exploitations agricoles individuelles (résultats du recensement de l'agriculture de 1960) . . . . .	5.585
Slovénie . . . . .	1.646		
Serbie . . . . .	7.968		
Villes principales :			
Belgrade . . . . .	703		
Zagreb . . . . .	503		
Skopje . . . . .	230		
Sarajevo . . . . .	223		
Ljubljana . . . . .	183		
Titograd . . . . .	42		
Densité au km <sup>2</sup> . . . . .	76		

## LA PRODUCTION

Produit national brut au coût des facteurs en 1964 (en milliards d'anciens dinars) . . . . .	6.449	Origine du PNB au coût des facteurs en 1964 (en pourcentage du PNB) :	
PNB par habitant en 1964 (en milliers d'anciens dinars) . . . . .	335	Agriculture, forêts, pêche . . . . .	23
Formation brute de capital fixe (moyenne 1958-1964, en milliards d'anciens dinars) . . . . .	1.195	Mines et industries manufacturières . . . . .	33
— en pourcentage du PNB . . . . .	30	Construction . . . . .	10
— par habitant (en milliers d'anciens dinars) . . . . .	62	Divers . . . . .	34

## LES INSTITUTIONS

L'Assemblée fédérale comprend :		— la Chambre des Questions sociales et de la Santé Publique . . . . .	120 membres
— la Chambre Fédérale . . . . .	190 membres	— la Chambre de l'Organisation Nationale et de la Culture . . . . .	120 membres
— la Chambre Économique . . . . .	120 membres	— Le Conseil Exécutif fédéral . . . . .	37 membres

## LE NIVEAU DE VIE

Calories par habitant et par jour en 1963 . . . . .	3 056	Nombre de téléphones pour 1.000 habitants en 1964 . . . . .	19
Consommation d'énergie (en termes de kg de houille) par habitant en 1963 . . . . .	1.028	Nombre de récepteurs de radio pour 1.000 habitants en 1964 . . . . .	130
Nombre de voitures pour 1.000 habitants en 1964 . . . . .	7	Revenus individuels mensuel moyens en 1965 (anciens dinars) . . . . .	50.100

## LE COMMERCE EXTÉRIEUR

### EXPORTATIONS

Structure des exportations en 1965 (en %) :	
Produits alimentaires, boissons et tabac . . . . .	26
Matières premières et articles semi-manufacturés . . . . .	33
Articles manufacturés finis . . . . .	32
Divers . . . . .	9

### IMPORTATIONS

Structure des importations en 1965 (en %) :	
Produits alimentaires, boissons et tabac . . . . .	15
Matières premières et articles semi-manufacturés . . . . .	38
Articles manufacturés finis . . . . .	31
Divers . . . . .	16

## LA MONNAIE

Unité monétaire : le dinar

Unité monétaire par dollar des États-Unis nouveaux dinars . . . . . 12,5

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

République Socialiste  
Fédérative de

**YOUGOSLAVIE**

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

*L'Organisation de Coopération et de Développement Economiques a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, par les membres de l'Organisation Européenne de Coopération Economique, ainsi que par le Canada et les Etats-Unis. Aux termes de cette Convention, l'OCDE a pour objectif de promouvoir des politiques visant :*

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale;*
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique;*
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.*

*La personnalité juridique que possédait l'Organisation Européenne de Coopération Economique se continue dans l'OCDE, dont la création a pris effet le 30 septembre 1961.*

*Les membres de l'OCDE sont : la République fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.*

Ce document a été approuvé  
par le Comité d'Examen des Situations Économiques  
et des Problèmes de Développement  
en Août 1966.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Introduction</b> .. .. .	5
<b>I Les réformes de 1965</b> .. .. .	6
La réforme du système des prix .. .. .	7
La modification du taux de change et le régime des échanges extérieurs .. .. .	8
La réforme du système bancaire .. .. .	10
La répartition des ressources d'investissements et la réforme budgétaire .. .. .	11
<b>II La conjoncture économique en 1965 et 1966.</b> .. .. .	13
Le cycle 1961-1965 .. .. .	13
L'effet des réformes de 1965 sur la conjoncture. .. .. .	14
L'évolution de l'offre .. .. .	21
Finances publiques .. .. .	22
Crédit et Monnaie .. .. .	24
Échanges extérieurs .. .. .	25
Les perspectives de l'économie en 1966 .. .. .	27
<b>Conclusions</b> .. .. .	30
<b>Annexe statistique</b> .. .. .	35

**PAGE BLANCHE**

## INTRODUCTION

En 1965, des réformes essentielles ont été introduites dans plusieurs domaines. Le taux de change et la dénomination du dinar ont été modifiés; les droits de douane ont été abaissés; les prix ont été réajustés dans des proportions importantes; l'organisation du système bancaire a été transformée; les règles concernant la répartition des ressources d'investissement entre les organismes socio-politiques et les entreprises ont été changées. Directement ou indirectement, se poursuit à travers ces réformes l'effort de transformation du système institutionnel de l'économie yougoslave, entamé depuis plusieurs années et qui vise à combiner la propriété sociale des moyens de production et la gestion des entreprises par les travailleurs avec la décentralisation des décisions économiques et le rôle régulateur du marché.

Appliquées au cours de l'été 1965, dans une situation où la pression de la demande devenait forte, les réformes ont dû à la fois servir les objectifs institutionnels des Autorités et répondre à leurs préoccupations conjoncturelles. Leur effet a été une réduction sensible de la demande globale en termes réels, qui a entraîné, pendant la deuxième moitié de 1965 et les premiers mois de 1966, un ralentissement de la croissance industrielle. Comme les récoltes ont été mauvaises, le produit social a peu progressé en 1965. Mais l'effet combiné des restrictions de la demande et de la dévaluation du dinar a été un redressement remarquable de la balance des transactions courantes avec l'étranger qui, pour la première fois depuis la guerre, a présenté un léger excédent. Les perspectives pour 1966 sont favorables; on espère de très bonnes récoltes, une expansion non négligeable de la production industrielle et le maintien d'une balance extérieure satisfaisante.

La première partie de cette étude décrit les réformes de 1965. L'évolution de l'économie yougoslave en 1965 et 1966, ses perspectives à court terme et la politique conjoncturelle des Autorités sont analysées dans la deuxième partie. Les conclusions sont consacrées à une discussion de certains problèmes généraux qui se posent au système institutionnel yougoslave, y compris celui de la politique conjoncturelle.

## I. LES RÉFORMES DE 1965

Le système institutionnel yougoslave et les transformations qu'il a subies au cours des dernières années ont été décrits dans les précédentes études de l'OCDE consacrées à ce pays<sup>1</sup>. Ici, on doit se borner à rappeler que la gestion des entreprises par les collectivités de travailleurs, généralement appliquée à partir de 1950, a coexisté pendant une première phase avec une planification stricte, une fixation administrative des prix et des salaires et une allocation centralisée des ressources d'investissement. Assez rapidement, cependant, on en est venu à considérer que, si la gestion des entreprises par les travailleurs devait acquérir toute sa substance, il fallait décentraliser les décisions économiques et conférer aux entreprises la disposition d'une proportion croissante des ressources matérielles couramment produites. La décentralisation a pris, au départ, une forme surtout politique, avec une extension considérable de l'autonomie des institutions socio-politiques locales (communes, districts, etc.), auxquelles a été dévolue une part importante des ressources d'investissement, une autre part restant à la disposition des instances et institutions centrales. Mais, graduellement, un pouvoir accru a été conféré aux entreprises concernant la répartition de leur revenu net entre salaires et investissements, pouvoir qui était devenu complet au début de 1961. En même temps, on a cherché à accroître — par des réductions des impôts — la part du revenu net restant à la disposition des entreprises, au détriment de celle recueillie par la Fédération et les autres organismes socio-politiques.

Cependant, dès lors que la coordination des décisions économiques — qu'il s'agisse de l'équilibre global des emplois et des ressources, ou de l'affectation des fonds d'investissement — n'est plus effectuée par une autorité centrale, la question se pose de l'instance qui pourrait l'assurer. Les mécanismes du marché apparaissent comme l'autre terme de l'alternative, et, effectivement, les autorités yougoslaves se sont délibérément orientées vers leur rétablissement. A plusieurs reprises, des pas ont été faits vers l'instauration d'un régime de liberté des prix et d'un accroissement du rôle du système bancaire, comme substitut à un marché des capitaux. Ces efforts ont marqué l'histoire économique yougoslave des cinq dernières années.

Le passage à une économie socialiste de marché posait, et pose toujours, des problèmes difficiles. Il y a, d'une part, un ensemble de problèmes de *transition* : tout particulièrement, la structure héritée du système des prix présente indubitablement des distorsions, et en tout cas ne correspond pas à celle qui résulterait du jeu de l'offre et de la demande. La libération soudaine des prix pourrait donc créer des déséquilibres aigus, et susciter un processus cumulatif de hausse. Les risques existant à cet égard sont

1. *Études Économiques de l'OCDE Yougoslavie* ; 1962, 1963, 1964, 1965.



aggravés du fait de l'insuffisance des stocks dans plusieurs secteurs, et de l'état de la balance des paiements et des réserves de change, qui rend difficile le recours aux importations pour équilibrer l'offre et la demande globales. D'autre part, et plus profondément, il existe des problèmes relatifs au fonctionnement même d'une économie socialiste de marché, concernant aussi bien la cohérence (ou compatibilité) que la rationalité (ou caractère optimal) des arrangements institutionnels introduits. Pour n'en énumérer que quelques-uns : la libre détermination par les entreprises des prix et des salaires est-elle compatible avec la stabilité des prix ? Peut-on parler de concurrence dans une économie de dimensions aussi réduites que l'économie yougoslave et cette concurrence, supposée exister au départ, ne conduira-t-elle pas, tôt ou tard, à la concentration ? Est-il rationnel, et jusqu'à quel point, d'accorder aux prix le rôle central dans la répartition par secteurs des fonds accumulables, et aux entreprises l'entière disposition du surplus qui s'y forme ? Dans la négative, le système bancaire peut-il jouer le rôle d'un « marché de capitaux », et sous quelles conditions ? La redistribution des fonds accumulables qu'il pourrait effectuer serait-elle optimale ? Jusqu'à quel point et par quels moyens les fluctuations conjoncturelles peuvent-elles être contrôlées dans une économie de ce type ?

Ces problèmes, originaux et inédits — puisqu'il n'existe pas jusqu'ici d'expérience réelle d'une économie de ce type — ne peuvent, ni sur le plan théorique ni sur le plan pratique, être résolus facilement et rapidement. Mais, bien entendu, les Autorités disposent d'une série d'instruments qu'elles peuvent utiliser, et qu'elles ont effectivement utilisés au cours des dernières années, pour assurer ou rétablir la stabilité de l'économie, influencer son orientation, compléter ou corriger les effets automatiques des mécanismes institutionnels : la politique du crédit, la politique budgétaire, la politique des prix, la réglementation des échanges extérieurs etc. D'autre part, la politique économique est guidée par un Plan, qui formule une stratégie du développement et définit les principaux moyens de son application. L'ensemble de ces moyens a permis à l'économie yougoslave, depuis de nombreuses années, d'atteindre un rythme de croissance rapide et de maintenir un taux d'accumulation élevé et stable. Les réformes de 1965 décrites dans les paragraphes qui suivent, ne peuvent être comprises qu'en fonction de cette problématique d'ensemble.

### *La réforme du système des prix*

Au cours des dernières années, le problème des prix avait été abordé de divers côtés par les autorités yougoslaves. Des mesures de libération des prix avaient déjà été prises avant 1958, qui ont été, par la suite, assorties de prix-plafonds pour certains produits essentiels, et de l'obligation de notification préalable des hausses de prix aux autorités. Les pressions sur le niveau des prix, devenues vives depuis 1960-1961, ont amené une extension graduelle du nombre de produits soumis au contrôle des prix sous une

forme ou une autre<sup>1</sup>. D'autre part, des relèvements des prix agricoles ont eu lieu à diverses reprises, particulièrement en 1964, les autorités voulant éliminer les disparités trop grandes qui avaient jusqu'alors marqué l'évolution des prix agricoles et des prix industriels. En 1964, on semblait s'orienter vers un réaménagement du système des prix, par l'introduction de majorations sur un nombre étendu de produits, qui devaient être suivies par la suppression progressive des contrôles<sup>2</sup>. Cependant, les tensions croissantes qui se sont fait jour pendant l'année 1964, dues à une expansion trop rapide des revenus des entreprises, et qui se sont traduites par une hausse du coût de la vie de 20 % entre le premier trimestre 1964 et le premier trimestre 1965, ont conduit les autorités à imposer, le 25 mars 1965, un blocage général des prix industriels.

Un relèvement général des prix, accompagné de l'instauration d'un contrôle sur les prix de 90 % des produits, a été introduit en juillet 1965. L'augmentation moyenne des prix à la production, visée par la réforme, était de 24 % par rapport au niveau moyen de 1964; elle devait être de 17 % pour les produits des industries minières et manufacturières, 22 % pour la construction, 32 % pour les produits agricoles et 26 % pour les transports. De nouveaux prix minimum garantis ont été fixés pour la plupart des produits agricoles. En août, les prix des services ont été relevés de 26 % en moyenne. Mais les loyers, qui avaient pris un retard considérable, ont été relevés de 100 % en moyenne, la hausse étant différente suivant l'âge des immeubles; une nouvelle hausse des loyers est prévue pour 1967.

L'objectif recherché par la réforme est d'éliminer de la structure des prix yougoslaves les distorsions et irrationalités héritées du passé. Les autorités n'ont pas estimé possible, dans la situation conjoncturelle et générale qui existait l'an dernier, d'approcher cet objectif par la voie d'une libération générale des prix, craignant qu'elle ne conduise à une hausse excessive. Les prix établis en juillet 1965 s'appuient sur de longues études préalables, qui ont utilisé les techniques matricielles. Dans la fixation finale, trois critères ont été utilisés : le rapprochement avec les prix du marché international; l'utilisation des prix comme instrument d'une politique de développement en combinaison avec le tarif douanier; la création, autant que possible, de « conditions égales de formation de revenu » pour les diverses catégories de producteurs. Les problèmes plus généraux posés par la réforme des prix sont évoqués dans les conclusions de cette étude.

#### *La modification du taux de change et le régime des échanges extérieurs*

En même temps que la réforme des prix a eu lieu la dévaluation du dinar, dont le taux de change a été porté de 750 à 1.250 pour un dollar des

1. Au début de 1964, environ 60% des produits industriels étaient soumis au contrôle des prix. (cf. *Étude OCDE* 1964, p. 17 et 29).

2. cf. *Étude OCDE* 1965, p. 23 à 25.

TABLEAU 1. ÉVOLUTION DES PRIX

En indice, 1964 = 100.

	1965	PRIX PRÉVUS PAR LA RÉFORME ÉCONOMIQUE EN JUILLET 1965	1965	
			JANVIER JUILLET	AOUT DÉCEMBRE
<i>Prix à la production :</i>				
I. <i>Produits industriels</i> .....	115	117	108	125
<i>dont :</i>				
— biens d'équipement .....	107	..	105	110
— produits intermédiaires .....	115	..	107	127
— biens de consommation .....	117	..	..	126
1. Énergie électrique .....	109	121	100	121
2. Charbon .....	143	148	132	157
3. Pétrole brut et dérivés .....	97	—	99	95
4. Sidérurgie .....	115	125	99	138
5. Métaux non-ferreux .....	129	125	111	153
6. Minéraux divers .....	119	129	112	131
7. Transformation des métaux .....	107	110	104	111
8. Industrie électrique .....	106	105	103	110
9. Industrie chimique .....	110	115	106	117
10. Matériaux de construction .....	122	120	112	137
11. Industrie du bois .....	111	110	105	120
12. Industrie du papier .....	108	103	106	112
13. Industrie textile .....	118	114	113	126
14. Cuir et chaussures .....	109	115	102	119
15. Caoutchouc .....	101	..	104	98
16. Produits alimentaires .....	132	125	116	154
17. Industrie du tabac .....	83	..	101	58
II. <i>Produits agricoles</i> .....	138	132	128	152
III. <i>Prix de détail</i> .....	129	..	115	150
IV. <i>Coût de la vie</i> .....	135	..	119	157

Source : Indeks, Ekonomska politika, 1966.

Etats-Unis. Parallèlement, la dénomination de la monnaie a été modifiée, par la création du nouveau dinar, équivalant à 100 anciens; de sorte qu'actuellement 1 dollar vaut 12,5 nouveaux dinars.

Simultanément, les subventions à l'exportation, qui jusqu'alors étaient accordées à de nombreux produits, ont été abolies (à l'exception de quelques cas, où de petites remises de taxes ont été maintenues). D'autre part, les droits de douane ont été sensiblement réduits, leur taux moyen ayant été ramené de 23 % à 11 %; la moyenne des droits est actuellement de 5 % sur les matières premières, 9 % sur les produits semi-finis, 20 % sur les biens d'équipement et 21 % sur des biens de consommation.

Les autorités yougoslaves avaient espéré pouvoir accompagner la réforme des prix et la dévaluation d'une libération des importations aussi

grande que possible. Cependant, bien que la Yougoslavie ait obtenu un crédit *stand-by* du FMI, le bas niveau des réserves de change et les retards dans les négociations relatives à un allègement du service de la dette extérieure n'ont pas semblé permettre une libération à grande échelle. Le régime des importations a cependant été graduellement assoupli, et les Autorités espèrent pouvoir introduire une libération substantielle dans un proche avenir. Actuellement, le régime des importations reste assez complexe, mais ses grandes lignes peuvent être résumées ainsi : les marchandises sous quota strict sont peu nombreuses. Les entreprises produisant pour le marché intérieur reçoivent des quotas de devises dont elles peuvent disposer pour l'importation sans restriction quant au type de marchandise importée; les entreprises exportatrices disposent de quotas de devises qui dépendent de leurs recettes d'exportation. Il faut également noter que la Yougoslavie a adhéré récemment au GATT.

#### *La réforme du système bancaire.*

Jusqu'au début de 1965, le système bancaire yougoslave était organisé comme suit : en plus de la Banque nationale (remplissant les fonctions classiques de Banque centrale) et de trois banques spécialisées, la Banque d'Investissement, la Banque Agricole et la Banque pour le Commerce Extérieur (dont les ressources provenaient du budget fédéral), il y avait six Banques des Républiques et plus de 200 banques communales. Les Banques des Républiques avaient essentiellement pour fonction de gérer les fonds d'investissement des Républiques; les banques communales étaient engagées dans des opérations à court et à long terme, recevant les dépôts à vue et à terme des entreprises et finançant aussi bien des opérations courantes que des investissements. Elles étaient toutefois tenues à présenter séparément le bilan de leurs activités à court terme et de leurs opérations à long terme. Leurs ressources à court terme comportaient, outre les dépôts à court terme des entreprises, des recours à la Banque Nationale, leurs ressources à long terme, outre leur capital propre et les dépôts à terme, étaient constituées des fonds d'investissement qui leur étaient fournis par l'organisation territoriale correspondante (par exemple la commune pour la banque communale de l'endroit). De plus, les entreprises pouvaient, si leurs fonds propres et les prêts obtenus auprès des banques communales étaient insuffisants pour financer leurs investissements, avoir recours aux Banques des Républiques ou aux banques spécialisées.

Une série de lois (mars et août 1965) et de règlements ont modifié sensiblement la structure et le mode d'opération du système bancaire. Les banques ont été obligées de se spécialiser, devenant soit des banques commerciales, soit des banques d'investissement, soit des banques mixtes.

Les banques commerciales doivent avoir un capital minimum de 1 milliard de dinars, et des dépôts minimum de 3 milliards; les banques

mixtes, 5 milliards de capital et 5 milliards de dépôts; les banques d'investissement, 10 milliards de capital. Les banques devaient se conformer à la nouvelle réglementation jusqu'au 31 mars 1966. A cette date, après de nombreux regroupements, il ne subsistait que 8 banques d'investissement, 61 banques commerciales et 39 banques mixtes. D'autre part, les banques ne sont plus indépendantes des entreprises; elles ne peuvent exister que si un certain nombre de « fondateurs » (entreprises, mais aussi communes etc.) ont souscrit le capital de la banque, et elles sont gérées par ces fondateurs qui votent au *pro rata* de leurs participations, aucun fondateur ne pouvant détenir plus de 10 % du nombre total des votes.

Les instruments de régulation du crédit restent cependant les mêmes que par le passé. La loi donne à la Banque Nationale le droit d'exiger des banques des dépôts obligatoires dont elle peut faire varier le montant, jusqu'à la limite de 35 % des dépôts des banques. D'autre part, les lignes de crédit dont les banques disposent auprès de la Banque Nationale ne sont pas soumises à des plafonds quantitatifs; mais la Banque Nationale peut modifier les règles concernant les types et les conditions des crédits acceptés pour refinancement, de sorte qu'elle peut finalement exercer un contrôle qualitatif, et même, jusqu'à un certain point, quantitatif sur l'évolution du crédit.

Deux autres dispositions doivent être signalées ici. Les organismes socio-politiques — qu'il s'agisse des communes, des Républiques ou de la Fédération elle-même — ne peuvent jusqu'ici avoir recours au crédit bancaire à moins d'autorisation, sous forme de loi votée par le Parlement. Une nouvelle loi (qui doit être adoptée prochainement), les oblige à créer des fonds de réserve, et leur permet de même d'obtenir des prêts des banques, à condition que ceux-ci soient financés sur les ressources à long terme des banques. D'autre part, une disposition de l'année dernière oblige les banques à consacrer 25 % de leurs ressources à long terme à des prêts destinés à accroître le fonds de roulement des entreprises. (Voir tableau VI de l'annexe statistique : Bilan du système bancaire.)

#### *La répartition des ressources d'investissement et la réforme budgétaire.*

Au cours des années précédentes, les organismes socio-politiques prélevaient, par le moyen des impôts, une part importante du revenu net formé dans les entreprises; cette part atteignait 55 % en 1963 (voir tableau 2). Outre la couverture des dépenses courantes de ces organismes, les ressources ainsi prélevées servaient à financer la part considérable de l'investissement total entrepris par ces organismes et leurs Fonds d'investissement. Une première modification importante a eu lieu au début de 1964, lorsque les Fonds d'investissement ont été dissous, et leurs ressources transférées aux Banques correspondantes (Banque d'Investissement, Banque agricole, Banque du commerce extérieur), qui sont devenues en même

temps responsables de la bonne fin des projets déjà engagés<sup>1</sup>. On espérait ainsi, par l'accroissement du rôle des banques, augmenter le poids des critères proprement économiques dans l'octroi des prêts d'investissement.

TABLEAU 2. AFFECTATION DU PRODUIT NET DES ENTREPRISES

En pourcentage.

	1961	1962	1963	1964	1965
1. Entreprises .....	48,8	46,5	45,1	50,9	56,2
2. Gouvernement (organismes socio-politiques).	51,2	53,5	54,9	49,1	43,8

Source : Autorités yougoslaves.

La réforme de 1965 va beaucoup plus loin. Sans diminuer les ressources d'investissement à la disposition des banques, elle a opéré un déplacement massif vers les entreprises des ressources qui restaient encore à la disposition des organismes socio-politiques. Les résultats pleins de cette réforme n'apparaîtront qu'en 1966 (voir tableau 3). Mais il apparaît d'ores et déjà que la part de l'investissement laissée à la disposition des organismes socio-politiques est réduite, et qu'elle ne pourrait l'être davantage sans porter atteinte à la capacité de ces organismes d'influencer la structure globale de l'investissement productif et d'assumer en même temps leurs responsabilités dans les domaines dont ils ont la charge (équipement administratif et social, etc.).

TABLEAU 3. AFFECTATION INSTITUTIONNELLE DES RESSOURCES D'INVESTISSEMENT

En pourcentage.

	1961	1962	1963	1964	1965	1966 <sup>1</sup> I-IV
1. Gouvernement (organismes socio-politiques) ..	61,7	59,6	56,4	36,5	26,7	11,2
2. Entreprises .....	29,5	29,7	27,8	25,9	28,8	44,4
3. Banques .....	0,9	2,9	9,1	31,4	36,7	37,0
dont :						
Fonds provenant de la Fédération .....	—	—	—	15,9	14,3	...
Fonds provenant des Républiques .....	—	—	—	0,6	6,8	...
Fonds provenant des fonds locaux supprimés...	—	—	—	0,3	2,6	...
Fonds propres des Banques .....	—	—	—	10,8	8,2	...
Fonds des épargnants, dépôts de garantie, etc. .	—	—	—	3,6	4,8	...
4. Autres .....	7,9	7,8	6,7	6,2	7,8	7,4

1. Les pourcentages sont affectés d'un élément de variation saisonnière important, qui rend notamment la part du Gouvernement plus faible qu'elle ne le sera pour l'ensemble de l'année.

Source : Statisticki Bilten Sluzbe Drustvenog Knjigovodstva Glavne Centrale, 1966.

1. Voir Étude OCDE 1964, pp. 15 à 19.

Le transfert de ressources en question a été obtenu par une modification des dimensions et de la structure de l'imposition des entreprises. La taxe à la production (assise sur le chiffre d'affaires et perçue au profit des autorités locales et fédérales) n'est plus payée par les entreprises, mais perçue au stade du détail; le montant ainsi conservé par les entreprises est estimé à 400 milliards de dinars pour 1966. La contribution des entreprises au Fonds d'investissement fédéral, qui représentait 15 % de leur revenu (mais dont les transports, la sidérurgie, l'industrie chimique étaient déjà exemptés) a été supprimée; le gain correspondant pour les entreprises est estimé à 280 milliards. Le taux de la taxe sur le montant du capital propre des entreprises, qui alimentait les fonds d'investissement des banques spécialisées, a été réduit de 6 % à 4 %. La taxe sur les salaires a été ramenée de 17,5 % à 10 %, et le versement des entreprises à la Sécurité Sociale de 24 % à 20,5 % des revenus personnels. Ont été également supprimés les versements des entreprises aux services de transport et leur contribution aux fonds de construction de logements communaux. Il n'est pas encore possible de déterminer avec précision les effets de la réforme sur la structure d'ensemble du financement de l'investissement. Il semble toutefois que désormais, l'essentiel des ressources d'investissement sera à la disposition des entreprises et des banques à proportion à peu près égale. Quant aux problèmes plus généraux que soulèvent la réforme du système bancaire et la nouvelle affectation des ressources d'investissement, ils sont évoqués dans les conclusions de cette Étude.

## II. LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN 1965 ET 1966

### *Le cycle 1961-1965*

Il est utile, pour l'intelligence de l'évolution récente de l'économie yougoslave et de ses perspectives immédiates, de rappeler brièvement les cycles qu'elle a traversés depuis quelques années. De 1959 à 1961, l'expansion de la demande a été excessivement rapide; les salaires distribués par les entreprises ont augmenté très fortement, en même temps que leurs dépenses d'investissement. C'était là, en partie du moins, un effet des premières mesures de décentralisation comme aussi d'un contrôle insuffisant du crédit bancaire. Devant la hausse très rapide des prix, et la détérioration de la balance des paiements, les Autorités ont réagi par des restrictions de crédit, et une réforme du système du commerce extérieur, accompagné d'une dévaluation. Ces mesures ont porté leurs effets à partir du milieu de 1961 et l'économie est entrée dans une phase de croissance lente, accompagnée d'un redressement des comptes extérieurs, jusqu'au milieu de 1962.

Une relative stabilisation de l'économie ayant été ainsi obtenue, les Autorités ont, à partir du milieu de 1962, modifié leur politique dans un

sens expansionniste. Une attitude plus libérale en matière de crédit aux entreprises, l'expansion du crédit à la consommation et la réduction des impôts frappant les entreprises ont concouru à permettre en 1963 une croissance rapide de la demande globale, mais surtout de la demande d'investissement. La production industrielle a progressé vigoureusement (+16 %), et la hausse des prix s'est sensiblement ralentie. La situation de la balance des paiements, quoique moins favorable qu'en 1962, restait satisfaisante. Cependant, au début de 1964, des tensions commençaient à se manifester de nouveau. La hausse des prix s'accélérait, cependant que la balance des paiements se détériorait fortement. A partir du mois de mai, les Autorités sont revenues à une politique restrictive. Cependant, pour l'ensemble de l'année, la production industrielle augmentait encore de 16 % et le coût de la vie de 12 %.

Les mesures restrictives, progressivement appliquées en 1964, ont été décrites dans l'Étude de l'année dernière<sup>1</sup>. Elles comportaient une aggravation sensible des conditions du crédit à la consommation, l'obligation pour les banques commerciales d'utiliser 25 % de leurs ressources d'investissement pour financer les fonds de roulement des entreprises, l'élévation du taux des réserves obligatoires des banques de 20 à 30 %. Elles se sont cependant avérées insuffisantes pour modérer l'expansion de la demande. Pendant le premier trimestre 1965, la progression des prix, des revenus personnels et des dépenses d'investissement des entreprises a atteint des taux exceptionnellement forts. Des nouvelles mesures ont été prises en mars 1965, comportant un blocage général des prix, de nouvelles limitations du crédit à la consommation et la stérilisation d'une partie des fonds d'investissement des entreprises.

### *L'effet des réformes de 1965 sur la conjoncture*

L'ensemble des réformes effectuées en 1965, venant s'ajouter aux mesures restrictives déjà en cours, a exercé un impact considérable sur la conjoncture. Cela a eu lieu principalement par le biais de la hausse des prix, qui, dans les conditions où elle s'est produite, a signifié une réduction considérable de la demande en termes réels.

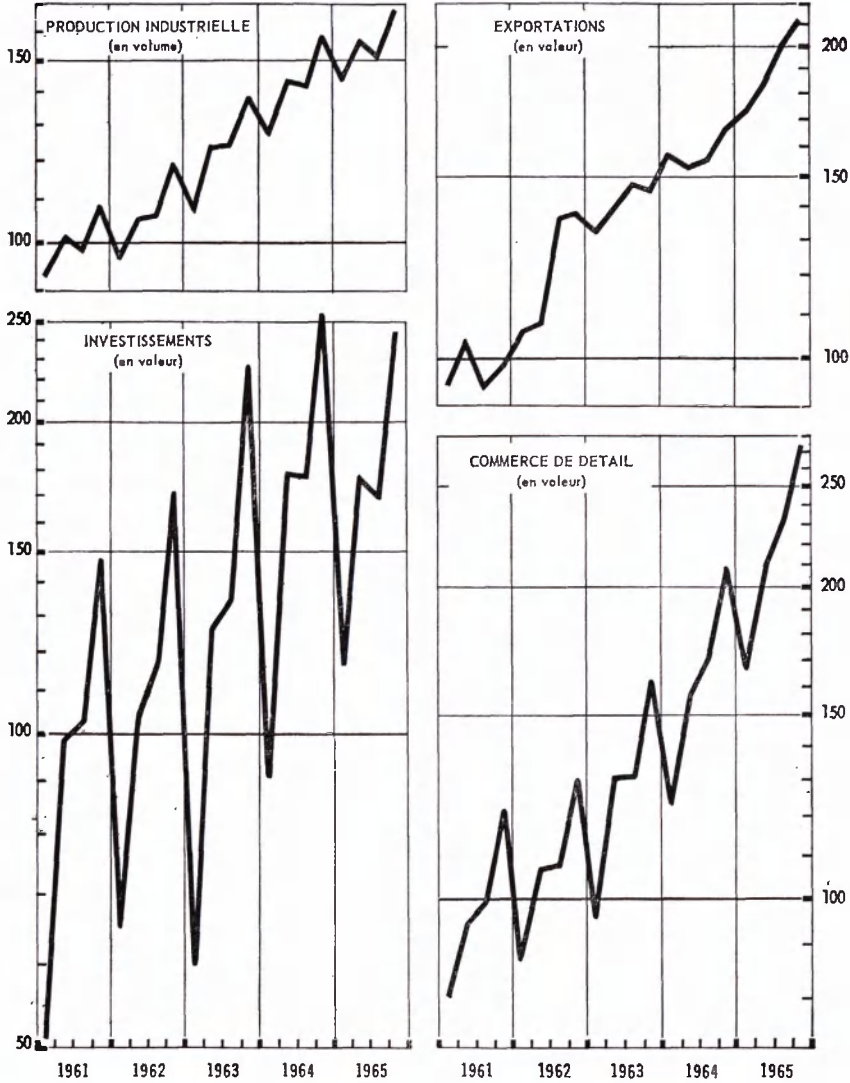
Les mesures de relèvement des prix sont entrées en vigueur au début d'août 1965. Leur effet a été très important (voir tableau 1). Pour les prix à la production des produits industriels, la hausse moyenne pendant les cinq derniers mois de l'année relativement au niveau de juillet a été de 15 %; pour les prix agricoles (qui avaient déjà subi des réajustements considérables en 1964 et 1965), de 13 %. Pour certaines industries (bois, textiles, papier, matériaux de construction, industrie électrique) les prix semblent avoir augmenté au delà de ce qui était prévu par la réforme. La

1. Étude OCDE 1965, pp. 16 et 24.



**Graphique 1. ÉVOLUTION DE QUELQUES INDICATEURS ÉCONOMIQUES  
1961 = 100**

(Echelle semi-logarithmique)



Sources : Statistiques générales de l'OCDE ; Indexs.

même chose est vraie pour les prix agricoles par suite de la mauvaise récolte de l'été 1965. Par contre, les prix à la production des produits industriels n'ont augmenté que de 3 % entre août 1965 et juin 1966. L'indice du coût de la vie, qui a subi non seulement l'effet de la hausse des prix industriels à la production, des prix agricoles et des loyers, mais aussi de la perception de la taxe sur le chiffre d'affaires au stade de la distribution, a augmenté de 24 % immédiatement après la réforme et de 10,6 % encore d'août 1965 à juin 1966.

La hausse des prix, d'une part, les diverses mesures réduisant l'imposition, d'autre part, ont dû accroître considérablement le revenu net à la disposition des entreprises du moins en termes nominaux. On aurait pu s'attendre à ce que les entreprises accroissent de façon correspondante leur demande effective, en augmentant leurs investissements et les revenus personnels des salariés; mais ce n'est pas ce qui s'est produit.

La demande d'investissement des entreprises s'est trouvée limitée par deux facteurs. D'une part, et du moins en principe, les entreprises ne peuvent investir, en capital fixe, au cours d'un exercice, que les profits effectivement réalisés au cours de l'exercice antérieur<sup>1</sup>; de ce fait, la hausse des prix n'augmentait pas leurs possibilités d'investissement en termes nominaux, et les réduisait en termes réels. (En contrepartie, cela pourrait permettre une expansion considérable des investissements en 1966). D'autre part, les mesures de restriction du crédit et de blocage d'une partie des fonds d'investissement déjà mentionnées et introduites pendant l'hiver 1964-1965 sont restées en vigueur. Elles n'avaient pas encore porté leurs effets pendant le premier trimestre 1965 — où l'investissement total était de 28 % supérieur à ce qu'il était au premier trimestre 1964 — mais leur influence est sensible à partir du deuxième trimestre. Par rapport aux mêmes périodes de l'année précédente, l'investissement total en termes nominaux baissait de 20 % au deuxième trimestre, de 5 % au troisième et de 1,4 % au quatrième; pendant les cinq premiers mois de 1966 il a augmenté de 5,5 %. En termes réels, la baisse de l'investissement est beaucoup plus forte : pour l'ensemble de l'année 1965, l'investissement total a été réduit de 14 %, l'investissement productif de presque 9 %. C'est l'investissement dans la construction de logements et les travaux à la charge des communes qui semble avoir subi la baisse la moins forte. Pendant les cinq premiers mois de l'année en cours, l'investissement retrouvait à peine son niveau de la même période de 1965 (indice 99). Il faut rappeler également que la part des entreprises et des banques dans le total des investissements réalisés a progressé fortement, cependant que celle des organismes socio-politiques reculait (cf. tableau 3).

1. Cette règle, qui a eu en l'occurrence des effets bénéfiques, mais qui, en général, introduit un facteur d'instabilité dans le système, a été critiquée dans l'*Étude* 1963, page 26.

TABLEAU 4. INVESTISSEMENTS EN CAPITAL FIXE PAR BRANCHE  
DANS LE SECTEUR SOCIALISÉ

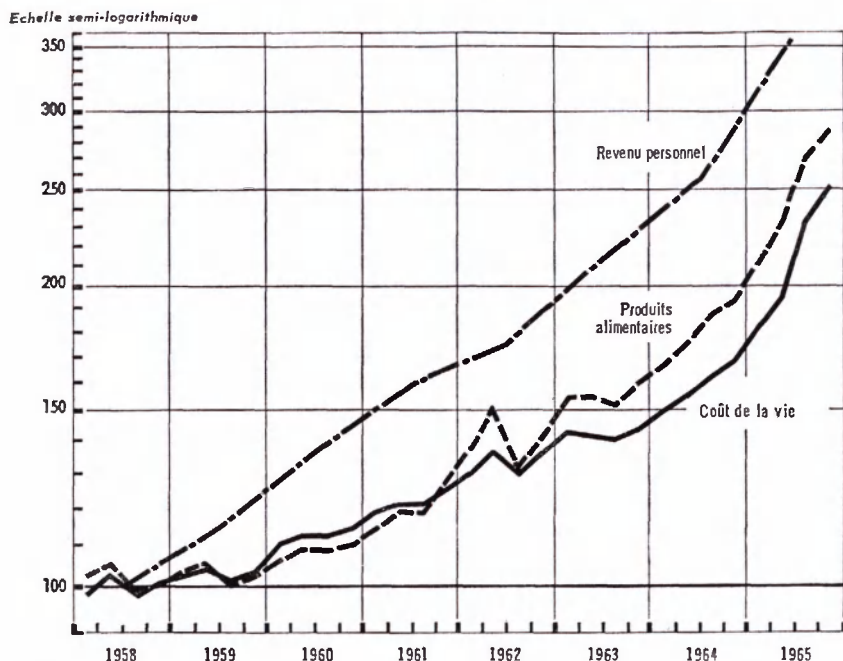
	EN MILLIARDS D'ANCIENS DINARS AUX PRIX COURANTS		INDICE 1965 1964	PART DE L'INVESTISSEMENT TOTAL EN POURCENTAGE		
	1964	1965		1963	1964	1965
<b>I. Investissements dans les activités économiques :</b>						
Industrie .....	670,8	693,5	103,4	37,6	35,7	36,3
Agriculture .....	171,3	157,8	92,1	9,7	9,0	8,3
Forêts .....	21,1	21,6	102,7	1,2	1,2	1,1
Construction .....	45,7	31,6	69,1	2,4	2,4	1,6
Transports .....	242,6	223,2	92,0	11,5	12,8	11,7
Commerce et restaurants .....	115,5	99,0	85,7	5,7	6,2	5,2
Artisanat .....	20,4	17,6	86,7	1,2	1,1	0,9
Total .....	1.287,4	1.244,3	96,6	69,3	68,4	65,1
<b>II. Investissements dans les activités non-économiques :</b>						
Logements et constructions à la charge des communes .....	394,7	463,7	117,5	19,2	20,9	24,3
Services sociaux et culturels .....	123,9	127,5	102,9	6,6	6,6	6,7
Administration .....	76,8	74,3	96,7	4,9	4,1	3,8
Total .....	595,4	665,5	111,8	30,7	31,6	34,8
Total général .....	1.882,8	1.909,8	101,4	100	100	100

Source : Statisticki Bilten Sluzbe Drustvenog Knjigovodstva Glavne Centrale, 1966.

Quant aux revenus personnels, la réaction des entreprises a été remarquablement prudente et modérée. Bien qu'il n'y ait pas eu de mesures autoritaires concernant les salaires, mais seulement des recommandations, la hausse des salaires pendant les mois qui ont suivi la réforme est restée inférieure à la hausse du coût de la vie. Ce n'est qu'au début de 1966 que les salaires ont retrouvé, en termes réels, leur niveau d'avant la réforme.

L'évolution de la consommation des personnes en 1965 reflète évidemment l'évolution des salaires réels. Après une élévation importante pendant les sept premiers mois de l'année, le volume de la consommation a fortement décliné, restant au-dessous du niveau de l'année précédente pendant la période août-décembre, et encore pendant le premier trimestre 1966. L'effet de la diminution des salaires réels a été renforcé par les nouvelles mesures de restriction du crédit à la consommation. En juillet 1965, l'ouverture de crédits s'ajoutant à des crédits déjà existants fut interdite, et le montant minimum du premier paiement exigé pour l'achat à crédit d'une automobile fut élevé de 10 à 20 %. En octobre, on exigea que le montant du remboursement ne dépasse pas 1/5 du revenu mensuel net, alors que le maximum précédemment admis était d'un quart. Le montant

**Graphique 2. ÉVOLUTION DU COUT DE LA VIE  
ET DES REVENUS PERSONNELS DANS L'INDUSTRIE\***  
1958 = 100



\* Revenu personnel = Moyenne annuelle ; Produits alimentaires et coût de la vie = Moyenne trimestrielle.

Sources : Statistiques générales de l'OCDE ; Indeks.

du premier paiement fut relevé de 10 à 20 % de la valeur totale pour les produits industriels, et de 20 à 30 % pour les automobiles. Le délai maximum accordé pour le remboursement des prêts pour l'achat d'automobiles fut réduit de 4 ans à 2 ans et demi. Enfin, le montant total des crédits consentis fut limité à 600.000 dinars anciens par personne. Le total des crédits nets consentis, qui avait fortement augmenté en 1963 et 1964, a diminué en 1965 et pendant les premiers mois de 1966.

Au total, les réformes de 1965 ont provoqué à la fois un ralentissement important de la croissance de la demande globale, et une modification de la répartition des ressources entre les divers secteurs de l'économie. Le poids de la réforme a été supporté par la plupart des industries de transformation, les consommateurs du secteur socialisé et les organismes administratifs; l'agriculture, les industries de base et la balance des paiements yougoslave en ont tiré profit.

TABLEAU 5. CONSOMMATION PRIVÉE

Indices par rapport à la même période de l'année précédente.

	EN TERMES MONÉTAIRES	EN TERMES RÉELS <sup>1</sup>
<i>1965 :</i>		
Moyenne annuelle.....	136	105
Moyenne janvier-juillet .....	132	113
Moyenne août-décembre .....	140	97
Octobre .....	129	90
Novembre .....	148	103
Décembre .....	155	107
<i>1966 :</i>		
Janvier .....	129	90
Février .....	143	101
Mars .....	142	100
Moyenne janvier-mars .....	138	97

1. Achats des ménages au commerce de détail, corrigés par les indices des prix à la consommation.

Sources : Statisticki Bilten Sluzbe Drustvenog Knjigovodstva Glavne Centrale, 1966 et Indeks, 1966.

TABLEAU 6. CRÉDIT A LA CONSOMMATION

En milliards d'anciens dinars.

ANNÉE	ACCORDÉ	REMBOURSÉ	SOLDE EN FIN D'ANNÉE	ÉVOLUTION AU COURS DE L'ANNÉE
1955 .....	39	34	28	4
1956 .....	55	39	44	16
1957 .....	83	58	69	25
1958 .....	60	62	67	-2
1959 .....	91	69	89	22
1960 .....	95	80	104	15
1961 .....	132	93	143	39
1962 .....	150	116	177	34
1963 .....	318	179	316	139
1964 .....	347	239	424	108
1965 .....	263	293	394	-30

Source : Statisticki Bilten Sluzbe Drustvenog Knjigovodstva Glavne Centrale, 1966.

TABLEAU 7. INVESTISSEMENTS ET STOCKS DES ENTREPRISES DANS LE SECTEUR SOCIALISTE

En milliards d'anciens dinars.

	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
I. Investissement total .....	525	584	738	921	1.049	1.160	1.460	2.144	...
<i>dont</i> : FBCF .....	369	414	538	661	789	940	1.091	1.439	...
stocks .....	156	170	200	260	260	220	369	705	...
II. Financement de l'investissement :									
<i>dont</i> : épargne des entreprises .....	165	295	312	449	519	549	546	1.094	...
fonds empruntés .....	290	249	378	414	810	558	868	984	...
transferts en capital et subventions .....	70	40	48	58	-280	53	46	66	...
Total.....	525	584	738	921	1.049	1.160	1.160	2.144	...
III. Recettes et dépenses des entreprises :									
Recettes provenant de la vente de biens et services .....	4.803	5.772	6.802	8.020	9.294	10.881	12.511	15.746	19.466
Dépenses.....	4.567	5.480	6.482	7.725	8.941	10.445	12.009	14.789	...
<i>pour</i> :									
achat de matières premières (augmentation des stocks exclue).....	3.555	4.331	5.104	6.034	7.006	8.231	9.295	11.317	...
revenus personnels et dépenses sociales .....	405	483	630	802	988	1.102	1.350	1.857	2.510
taxes .....	607	666	748	893	947	1.112	1.364	1.615	1.726
Erreurs et omissions .....	- 71	+ 3	- 8	+158	+166	+113	+ 4	+137	...
Épargne (part du revenu versé aux fonds des entreprises) .....	165	295	312	449	519	549	546	1.094	...

Source : Rapport Annuel de la Banque Nationale, 1964, page 49.

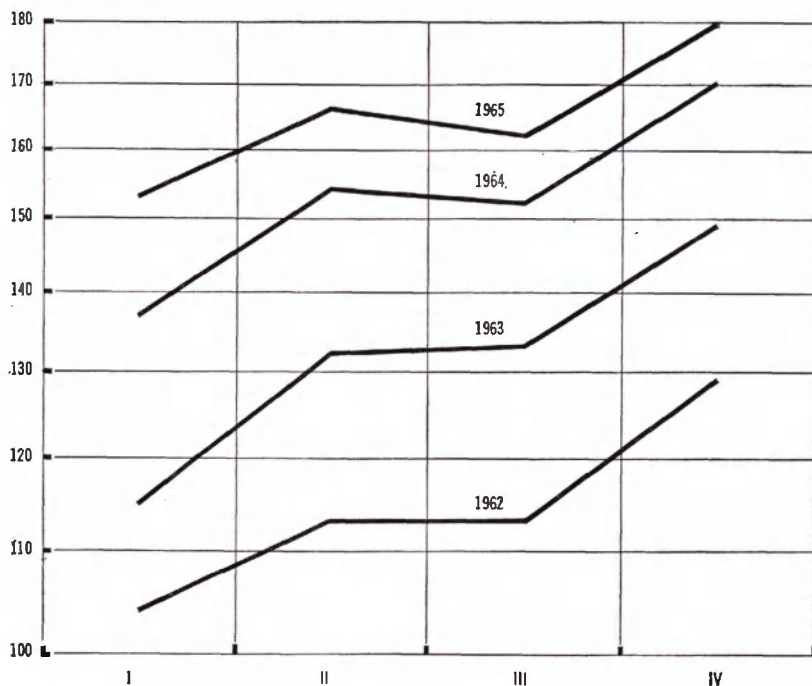
## L'évolution de l'offre

La production industrielle avait déjà été affectée, avant l'été de 1965, par la politique restrictive appliquée. Son taux de progression annuel, qui était d'environ 16 % en 1963 et en 1964, est tombé à 10 % pour le premier trimestre 1965, et à 6,6 % pour la période avril-juillet 1965.

La réforme elle-même ne semble pas avoir beaucoup modifié son évolution; la progression annuelle a été de 7 % pour la période août-décembre 1965, et 5 % pour la période janvier-juin 1966. Paradoxale à première vue, face à la stagnation de la demande intérieure, cette évolution s'explique surtout par l'évolution du commerce extérieur, et, aussi, par la reconstitution des stocks.

**Graphique 3. PRODUCTION INDUSTRIELLE (en volume)**  
1960 = 100

Echelle semi-logarithmique



Source : Principaux indicateurs économiques de l'OCDE.

TABLEAU 8. STOCKS DANS L'INDUSTRIE

En indice par rapport à la moyenne de l'année précédente.

	1963	1964	1965	AVRIL 1966
Matières premières .....	109	120	112	111
Produits finis .....	102	96	118	117
dont :				
Biens d'équipement .....	110	95	117	118
Biens intermédiaires .....	96	94	117	119
Biens de consommation .....	107	97	119	114
Total .....	104	104	116	115

Source : Autorités yougoslaves.

L'effet de ralentissement a été assez différent selon les secteurs; et pour certaines industries — notamment les métaux non ferreux, l'industrie électrique, l'industrie chimique et le caoutchouc — la progression a été plus forte après la réforme qu'avant. Par contre, la sidérurgie et la métallurgie, l'industrie du papier, les industries alimentaires et du tabac ont été particulièrement affectées. La situation est restée à peu près identique, à cet égard, pendant les premiers mois de 1966. La construction a subi l'effet de la réduction des investissements, et le volume de la production dans ce secteur a diminué en 1965 de 8 % par rapport à 1964.

Les répercussions de la politique restrictive et des réformes de juillet sur l'emploi ont été sensibles. Alors que l'emploi dans l'industrie avait augmenté de 8 % en 1964, il n'a augmenté que de 4 % en 1965, et encore cette augmentation était pratiquement acquise au début de l'année; au cours du deuxième semestre, l'emploi dans l'industrie a légèrement diminué et, à la fin de l'année, il était légèrement inférieur à son niveau de décembre 1964. Parallèlement, il y a eu un accroissement non négligeable du chômage apparent (d'environ 40.000 personnes en cours d'année) et une accélération de l'émigration de travailleurs.

Les conditions climatiques défavorables (notamment les inondations) ont fortement affecté la production agricole, qui a diminué de 6,3 % par rapport à 1964, alors que l'on prévoyait un accroissement de 3 %. La réduction a frappé exclusivement les exploitations personnelles, cependant que la production du secteur socialisé s'accroissait de 4 %. La baisse de la production a affecté aussi bien les céréales que les fruits et légumes. La production de viande a sensiblement augmenté, mais les effectifs du cheptel sont restés pratiquement stables.

#### *Finances publiques*

La progression des masses budgétaires en 1965 a été très importante. Le total consolidé (c'est-à-dire abstraction faite des dotations intra-budgé-



TABLEAU 9. FINANCES PUBLIQUES

	EN MILLIARDS D'ANCIENS DINARS				INDICES		
	1962	1963	1964	1965	1963 1962	1964 1963	1965 1964
<b>I. Recettes :</b>							
1. Budget fédéral.....	334,0	623,1	776,3	773,4	116,7	124,6	99,6
2. Budgets des républiques.....	139,0	155,9	186,6	304,7	112,2	119,7	163,3
3. Budgets des districts et communes.....	256,8	253,4	314,1	626,1	98,7	123,9	199,3
4. Recettes budgétaires totales (dotations intra-budgétaires comprises).....	929,8	1.032,4	1.277,0	1.704,0	111,0	123,7	133,4
5. Recettes budgétaires totales (dotations intra-budgétaires non comprises) ..	853,5	939,0	1.167,0	1.472,0	110,0	124,3	126,1
<b>II. Dépenses :</b>							
1. Budget fédéral.....	574,6	577,0	690,4	801,6	100,4	119,6	116,1
2. Budgets des républiques.....	138,7	153,4	183,8	302,7	110,6	119,8	164,7
3. Budgets des districts et communes.....	255,5	248,6	298,8	610,2	97,2	120,2	204,2
4. Dépenses budgétaires totales (dotations intra-budgétaires comprises).....	968,8	979,0	1.173,0	1.714,5	101,1	119,8	146,2
5. Dépenses budgétaires totales (dotations intra-budgétaires non comprises) .	893,1	883,7	1.058,4	1.524,1	98,9	119,8	144,0

Source : Statisticki Bilten Sluzbe Drustvenog Knjigovodstva Glavne Centrale, 1966

taires) du budget de la Fédération, des Républiques et des Communes fait apparaître sur 1964 une progression de 44 % pour les dépenses et de 26 % pour les recettes. Bien entendu, la progression reflète pour l'essentiel la hausse des prix et des salaires (on ne dispose pas de données sur l'évolution de la consommation publique en volume). L'excédent substantiel qui était apparu en 1963 et 1964 (et qui avait été affecté aux réserves budgétaires) a laissé place, en 1965, à un léger déficit.

La réforme des finances publiques décrite plus haut est manifeste, en premier lieu, dans la décentralisation budgétaire que traduisent les données du tableau 9; de 1964 à 1965, tandis que les recettes de la Fédération restaient constantes, les recettes des Républiques augmentaient des deux tiers et celles des districts et communes doublaient. Une évolution parallèle est observée du côté des dépenses. Elle apparaît, d'autre part, dans la modification de la structure des recettes budgétaires (voir tableau 10). Alors que l'impôt sur le revenu des entreprises disparaît, le rendement de la taxe sur le chiffre d'affaires augmente de 20 %, celui des droits de douane et des autres droits de presque 30 %.

TABLEAU 10. ORIGINE DES RESSOURCES BUDGETAIRES, 1963-1965

*En milliards d'anciens dinars.*

	1963	1964	1965
1. Impôt sur le revenu des entreprises du secteur socialisé . . . . .	58	38	1
2. Impôt sur le revenu des personnes actives du secteur socialisé.	219	304	356
3. Taxe sur le chiffre d'affaires . . . . .	381	449	537
4. Impôt sur le revenu des membres des professions libérales, des agriculteurs du secteur privé, taxe locale, surtaxe, etc. . . . .	146	176	136
5. Droits de douane et autres droits . . . . .	239	359	463
6. Allocations aux réserves budgétaires . . . . .	—104	—159	—21
<i>Recettes budgétaires totales nettes . . . . .</i>	<i>939</i>	<i>1.167</i>	<i>1.472</i>
7. Dotations intra-budgétaires . . . . .	93	110	232
<i>Recettes budgétaires totales (dotations intra-budgétaires comprises) . . . . .</i>	<i>1.032</i>	<i>1.277</i>	<i>1.704</i>

Source : Statisticki Bilten Sluzbe Drustvenog Knjigovodstva Glavne Centrale, 1966.

### *Crédit et Monnaie*

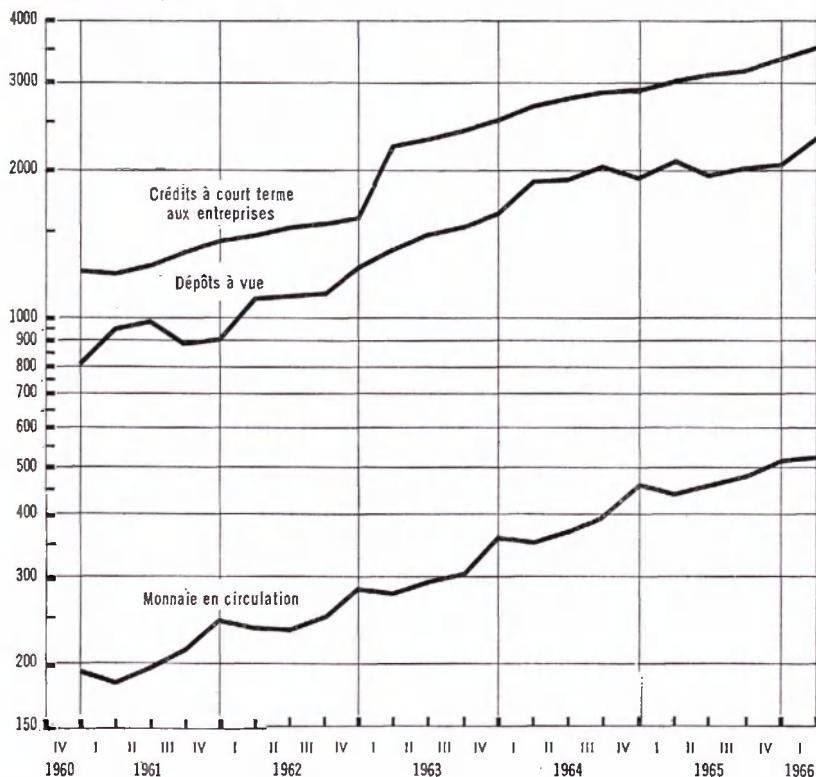
L'évolution du crédit a été marquée, dès le milieu de 1964, par l'application d'une politique restrictive. Le crédit à court terme aux entreprises n'a augmenté que très peu au cours du deuxième semestre 1964 (environ 3 %); son expansion a été plus forte de décembre 1964 à juillet 1965 (+8 %) puis de juillet à décembre (+ 8 % également), et a atteint 4,4 % pour les cinq premiers mois de 1966. On ne peut cependant juger cette évolution en faisant abstraction de la très forte hausse des prix survenue pendant cette période. La même chose vaut pour la circulation monétaire, qui,

après une expansion de 27 % en 1963 et de 28 % en 1964, n'a augmenté que de 12 % en 1965 et de 4 % pour la période janvier-mai 1966. Ces données, de même que celles relatives à l'évolution des dépôts à vue, montrent clairement que la liquidité de l'économie a diminué considérablement depuis un an.

**Graphique 4. MONNAIE EN CIRCULATION, CRÉDITS A COURT TERME AUX ENTREPRISES ET DÉPÔTS A VUE**

*En milliards d'anciens dinars, fin de période*

Echelle semi-logarithmique



Sources : Principaux indicateurs économiques de l'OCDE ; Statisticki Bilten Sluzbe Drustvenog Knjigovodstva Glavne Centrale, 1963-1966.

*Échanges extérieurs*

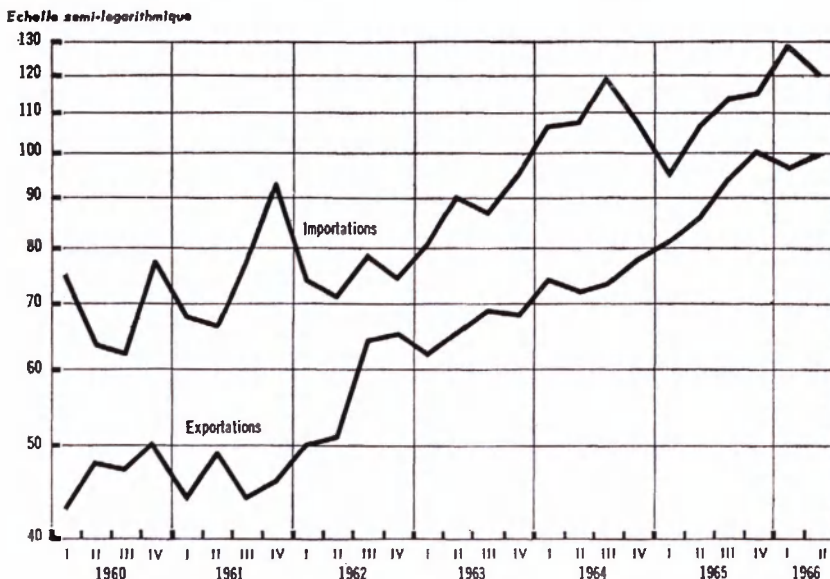
1965 a été une année de redressement très net des comptes extérieurs. Le déficit commercial, qui s'était considérablement élargi en 1963 et 1964, a été réduit de beaucoup. Les recettes invisibles nettes ayant, de leur côté, progressé, la balance des transactions courantes a présenté un léger excé-

dent. Les entrées nettes de capitaux ont présenté un fort solde positif, qui a été utilisé pour améliorer la position des engagements et des avoirs en monnaies étrangères.

L'amélioration de la balance commerciale est antérieure aux réformes de juillet 1965. En fonction des mesures restrictives prises déjà en 1964, les importations (saisonnièrement ajustées) ont cessé d'augmenter après le troisième trimestre de cette année, cependant que les exportations continuaient d'augmenter; mais la dévaluation de l'été 1965 a provoqué une expansion rapide des exportations, qui ont augmenté à un taux annuel dépassant 30 % du premier au deuxième semestre de l'année. Pour l'ensemble de l'année, la progression des exportations a été de 23 %, cependant que les importations baissaient de presque 3 %. Le déficit commercial (c.i.f. - f.o.b.) a été ainsi ramené de 430 millions de dollars en 1964 à 192 millions en 1965. Les tendances du commerce extérieur semblent un peu moins favorables pour la période janvier à juin 1966; les importations (saisonnièrement ajustées) dépassaient de 7,8 % le niveau du deuxième semestre 1965, cependant que la progression des exportations semblait se ralentir.

**Graphique 5. COMMERCE EXTÉRIEUR**

*En millions de dollars, moyennes trimestrielles, séries corrigées des variations saisonnières*



Source : Principaux indicateurs économiques de l'OCDE.

La structure géographique des importations n'a pas varié en 1965 par rapport aux années précédentes; mais la destination des exportations a présenté un déplacement sensible, des pays d'Europe occidentale vers les pays d'Europe orientale. Quant à la composition des importations, on peut noter le fort accroissement de la part des produits alimentaires (résultant des mauvaises récoltes) et une réduction importante des importations de biens d'équipement (— 10 %). Parmi les articles exportés, ce sont les produits chimiques, les machines et le matériel de transport qui ont présenté les accroissements les plus forts.

L'accroissement des recettes invisibles en 1965 n'a pas été aussi important qu'on aurait pu l'espérer; en particulier, les recettes nettes du tourisme et les rapatriements de devises des émigrants, deux postes importants pour l'avenir de la balance des paiements yougoslave, n'ont montré que des accroissements très modestes. Il se peut qu'il y ait là un effet temporaire, lié à la modification du taux de change.

La balance des mouvements de capitaux a présenté un solde positif net beaucoup plus important qu'en 1964 (144 millions de dollars, contre 70). Pour la plus grande part, l'amélioration est due aux crédits liés aux achats de produits alimentaires aux États-Unis; mais également la progression des crédits à long et à moyen terme reçus a été sensiblement plus importante que celle des remboursements. Au total, les transactions non monétaires ont laissé un solde positif de 193 millions de dollars (contre un solde négatif de 143 millions en 1964), dont la plus grande partie a été utilisée pour réduire les engagements à l'égard de l'étranger; les réserves en or et devises, ont augmenté de 25 millions de dollars, mais n'atteignaient, fin 1965, que 103 millions de dollars. Elles ont diminué de 26 millions de dollars pendant les cinq premiers mois de 1966.

### *Les perspectives de l'économie en 1966*

Les prévisions retenues actuellement par les Autorités concernant l'évolution de l'économie en 1966 sont résumées dans le tableau 12. On remarquera que l'augmentation du produit social devrait, d'après ces prévisions, redevenir assez importante en 1966; mais ce résultat n'est pas attendu d'une accélération de la production industrielle, qui maintiendrait simplement son rythme présent de progression, mais d'une amélioration des récoltes qui retrouveraient un niveau normal après les résultats défavorables de 1965. L'accroissement de l'emploi dans le secteur socialisé resterait modeste, l'expansion attendue de la production devant résulter essentiellement des progrès de la productivité. Par comparaison aux résultats des années antérieures, l'accroissement de la demande intérieure serait modéré; en particulier, les investissements, malgré un redressement par rapport à 1965, resteraient encore inférieurs à ceux de 1964. La production globale devant augmenter plus fortement que la demande intérieure, des

TABLEAU 11. BALANCE DES PAIEMENTS

En millions de dollars.

	1964 RÉALISA- TIONS	1965 <sup>1</sup>
<b>A. BIENS ET SERVICES :</b>		
1. <i>Exportations (f.o.b.)</i> .....	905	1.118
a) produits manufacturés .....	710	910
b) produits agricoles .....	195	208
2. <i>Importations (c.a.f.)</i> .....	1.342	1.321
a) produits intermédiaires et produits semi-manufacturés ..	835	832
b) biens d'équipement .....	285	238
e) biens de consommation .....	222	251
Balance commerciale .....	-437	-203
3. <i>Invisibles :</i>		
a) tourisme (net) .....	56	63
b) transports .....	92	118
c) revenu des placements .....	-35	-45
d) autres services .....	63	65
Total des invisibles .....	176	201
<b>B. DONS PRIVÉS</b>		
Total (A + B) .....	-213	+ 49
<b>C. TRANSFERTS DES CAPITAUX A LONG TERME, PRÊTS ET CRÉDITS :</b>		
1. Total des emprunts .....	191	266
<i>dont :</i>		
— crédits à long terme .....	57	43
— crédits à moyen terme .....	134	223
2. Prêts .....	-32	- 44
3. Remboursement des crédits .....	-145	-177
4. Transferts correspondant aux biens nationalisés .....	- 4	- 3
5. Réparations .....	3	2
6. Excédents agricoles (achats en dinars) .....	17	—
7. Excédents agricoles (achats en dollars U.S.) .....	40	100
Transferts des capitaux (net) .....	70	144
<b>D. TRANSFERTS DES CAPITAUX A COURT TERME ET RÉSERVES EN OR ET DEVICES :</b>		
1. Transferts selon accords de paiements (net) .....	40	-82
2. Autres engagements et avoirs étrangers .....	84	-86
3. Réserves en or et devises .....	19	-25
Total D .....	143	-193

1. Données provisoires.

Source : Banque Nationale de Yougoslavie.

marges seraient disponibles aussi bien pour une augmentation des stocks que pour le maintien d'une balance extérieure favorable; c'est ainsi que les exportations devraient augmenter sensiblement, cependant que les importations progresseraient moins rapidement.

TABLEAU 12. PRÉVISIONS POUR 1966

	PLAN	RÉALI- SATIONS	PRÉVISIONS
	1965 1964	1965 1964	1966 1965
Produit social total .....	109	102,2	107 -109
Production industrielle .....	111	108	107 -108
Production agricole .....	103	92	107,5-109,5
Consommation privée .....	108	105	106 -107
Investissements .....	93	90	106 -107
Emploi .....	103,5	101	102
Productivité .....	107	104	106,5-107,5
Exportations .....	..	123	112 -113

Source : Ekonomska Politika, 1966.

La réalisation de ces prévisions ne semble pas poser de questions pour ce qui est de la production. Les perspectives actuelles de la récolte sont très favorables, et les capacités de production disponibles dans l'industrie permettraient sans doute des taux d'expansion supérieures à ceux prévus. C'est du côté de la demande que certains problèmes pourraient apparaître. Les résultats disponibles pour les premiers mois de 1966 semblent indiquer des tendances contradictoires. En termes réels, les investissements restent inférieurs à ceux de la période correspondante de 1965, et la même chose est vraie pour la consommation personnelle. D'autre part, si les prix industriels à la production sont pratiquement stables, la hausse du coût de la vie, probablement liée à la hausse des prix agricoles, continue; et l'on a assisté à une détérioration de la balance commerciale, en partie peut-être accidentelle, mais qui signifie peut-être aussi que l'adaptation de l'économie aux nouvelles conditions (de prix et de taux de change) n'est pas encore achevée. Au total, il semble qu'au printemps 1966 le processus de stabilisation de l'économie n'avait pas encore terminé son cours. Dans l'état actuel des choses, et en l'absence d'un changement de politique, l'éventualité la plus probable paraît être la persistance d'une faiblesse de la demande, qui pourrait à la longue induire un ralentissement supplémentaire de la production (puisque un écart déflationniste intérieur n'est ni automatiquement ni intégralement transformable en excédent extérieur). Mais on ne peut exclure, d'un autre côté, le risque que la forte expansion des revenus des entreprises, réalisée depuis juillet dernier, conduise à une augmentation de la demande d'investissement plus grande que prévue, ou que l'expansion des revenus personnels (salaires) reprenne rapidement. Les questions que posent les objectifs présents de la politique conjoncturelle sont discutées dans les conclusions ci-dessous.

## CONCLUSIONS

L'expansion excessive de la demande intérieure apparue en 1963 et 1964 a été maîtrisée par les mesures restrictives prises déjà dans la deuxième moitié de 1964, et par l'effet qu'ont exercé sur la conjoncture les réformes structurelles de juillet 1965. Après un réajustement important du niveau des prix et du taux de change, les prix sont restés pratiquement stables, à l'exception des prix agricoles influencés par les mauvaises conditions de l'offre. Une part importante des liquidités excessives de l'économie a été en fait épongée. La demande intérieure a pratiquement cessé d'augmenter, et l'accroissement de la production a servi à une reconstitution des stocks et au redressement de la balance extérieure.

La situation vers le milieu de 1966 apparaît, tout compte fait, comme favorable. La demande intérieure et les revenus réels n'augmentent que très lentement, tandis que la production progresse à un rythme non négligeable. Si les espoirs d'une bonne récolte (qui devrait peser sur les prix agricoles) se confirment, et si la balance commerciale — peu satisfaisante pendant les cinq premiers mois de 1966 — s'améliore de nouveau, les Autorités disposeront d'une marge de manœuvre substantielle qui devrait leur permettre de nouvelles initiatives. Les résultats de la politique de stabilisation doivent encore être consolidés, mais il est d'ores et déjà certain que pour l'essentiel, les objectifs visés sont atteints.

Il est souhaitable que les Autorités mettent à profit la pause actuelle pour compléter les réformes de l'année dernière, notamment par une libération progressive des prix intérieurs accompagnée d'une libération progressive des importations. Le régime actuel des prix contrôlés ne peut être considéré que comme provisoire et dans la phase actuelle, où l'état des approvisionnements semble satisfaisant et la demande intérieure calme, il est improbable que la libération des prix conduise à une hausse générale. Les risques qui peuvent exister à cet égard seraient encore plus réduits, si l'on procédait parallèlement à une libération des importations, qui est également souhaitable à d'autres égards. L'importance du commerce bilatéral de la Yougoslavie peut créer certaines difficultés pour la libération des importations, mais l'expérience d'autres pays montre qu'elles ne sont pas insurmontables. L'amélioration en cours de la balance des paiements devrait faciliter cette libération, surtout si, comme il faut le souhaiter, la Yougoslavie obtient de ses partenaires un réaménagement des conditions de remboursement de sa dette extérieure.

Néanmoins, en supposant que le processus actuel de stabilisation de l'économie s'achève avec succès, des problèmes d'un caractère plus permanent auront été posés à travers l'expérience des cinq dernières années. Tout d'abord, l'importance des fluctuations cycliques à partir du moment où la décentralisation est devenue effective s'est avérée beaucoup plus grande qu'on n'aurait pu le penser. A vrai dire, il ne s'agit pas de cycles spontanés,



mais de phases d'expansion trop rapide de la demande et des prix que les Autorités ont été obligées (en 1960-61, comme en 1964-65) de combattre par des mesures restrictives induisant un arrêt ou un ralentissement de la croissance. A l'origine de cette expansion, on trouve une augmentation trop rapide du revenu des entreprises, liée non seulement à l'accroissement de la production — auquel cas il n'y aurait pas eu de déséquilibre — mais à la possibilité qu'elles avaient de fixer librement les prix et les salaires. Comme il a été indiqué dans la précédente étude de l'OCDE sur la Yougoslavie, il manque dans un tel système économique un cran d'arrêt et cela crée des risques d'inflation. Le frein que constituerait à cet égard la concurrence ne peut jouer que très peu, étant donné les dimensions réduites du marché yougoslave, et la taille des entreprises imposée par les conditions techniques modernes. La concurrence extérieure pourrait jouer un rôle plus efficace, mais encore insuffisant, comme le montre l'exemple de plusieurs économies occidentales largement ouvertes à la concurrence extérieure et qui n'en connaissent pas moins d'importantes tensions inflationnistes.

Certes, les Autorités peuvent réagir — comme elles l'ont fait — et réduire l'expansion de la demande en agissant sur le crédit ou en bloquant en partie les fonds d'investissements des entreprises. Jusqu'ici, cependant, ces interventions semblent avoir eu lieu chaque fois après un certain délai, ce qui a rendu nécessaire l'application de mesures plus sévères que ne l'aurait exigé une réaction plus prompte, et peut-être aggravé la phase subséquente de ralentissement. Si l'on veut éviter l'alternance récurrente de phases d'expansion rapide et de brusques coups d'arrêt, il faudrait améliorer les instruments de diagnostic conjoncturel, mais surtout compléter et rendre plus flexibles les moyens d'intervention. En particulier, dans le domaine du crédit, il paraîtrait souhaitable que les limites dans lesquelles la Banque Nationale peut faire varier les dépôts obligatoires des banques soient élargies. D'autre part, le système actuel de réglementation qualitative du crédit, dont le maniement est lourd, pourrait être remplacé ou complété par l'introduction de moyens de contrôle quantitatifs, comme les plafonds de refinancement ou de réescompte. Enfin, il est indispensable d'adopter les dispositions institutionnelles qui permettraient l'utilisation du budget comme instrument anticyclique.

Cependant, l'amélioration possible et souhaitable des instruments de la politique conjoncturelle n'épuise pas la question que pose, dans le contexte yougoslave, le pouvoir accordé aux entreprises de fixer les prix et les revenus personnels. Pour autant que ce pouvoir introduit dans le système, comme le montre l'expérience des cinq dernières années, une tendance inflationniste, les autorités pourraient être amenées à maintenir constamment la demande globale au-dessous de l'optimum, pour combattre cette tendance. Il en résulterait un risque de sous-utilisation chronique du potentiel productif du pays. Il semble donc essentiel d'introduire une résistance dans le circuit demande-prix-revenus-demande, et la meilleure

façon de le faire serait de lier, sous une forme ou une autre, l'évolution des salaires à celle de la productivité. Cette idée est acceptée en Yougoslavie, mais il y manque encore des instruments précis d'application et de contrôle.

A un niveau plus profond, on peut s'interroger sur les problèmes de rationalité et d'optimisation de l'utilisation des ressources dans une économie décentralisée où les producteurs sont en même temps des entrepreneurs collectifs. Dans l'optique actuelle des Autorités yougoslaves, il semble que les prix et les coûts, déterminés par le jeu du marché (les fonctions technologiques et celles de la demande finale étant supposées données) doivent jouer le rôle de critères objectifs de rationalité. Mais, quelle que soit l'opinion que l'on puisse avoir sur l'efficacité du mécanisme des prix comme facteur d'allocation optimale des ressources productives, elle paraît difficilement dissociable de l'existence, dans les systèmes où ce mécanisme joue, d'une *relative* indépendance de l'aspect « prix » et de l'aspect « coût », autrement dit, de la *relative* fixité et uniformité du prix d'un facteur essentiel de la production, qui est en dernière analyse le facteur travail. Or, cette relative indépendance et cette fixité disparaissent dans un système tel que le système yougoslave, puisque le niveau des salaires n'est pas, à chaque instant, un paramètre imposé à l'entreprise indépendamment d'elle, mais dépend de ses propres décisions. Sous certaines conditions, on peut admettre que le surplus d'une entreprise est un indicateur de son efficacité, de la rationalité de ses investissements, etc. Mais dans le cas yougoslave, la notion de surplus devient vague et finalement indéfinissable, puisqu'une partie essentielle des coûts de production (les salaires effectivement payés) dépend du surplus. La question se pose de savoir si un critère quelconque de la rationalité de l'allocation des ressources et des investissements peut subsister, lorsque les entreprises peuvent faire varier librement le « prix du travail », et que ce prix présente, de ce fait, des différences très considérables, pour la même qualité de travail entre régions, branches et entreprises. Il est certain que, dans le contexte de l'auto-gestion et de la décentralisation, il n'est pas facile de trouver une autre solution simple à ce problème; et il est probable que le système actuel de détermination des revenus personnels favorise l'accroissement rapide de la productivité du travail. Mais, à la longue, une solution plus satisfaisante devra être trouvée.

La dévolution d'une part croissante des revenus aux entreprises pose également des questions concernant la rationalité des investissements. Rigoureusement parlant, il n'y a aucune liaison nécessaire entre le fait qu'une entreprise réalise des profits, et l'idée que ces profits doivent être réinvestis dans et par cette entreprise. Le problème n'est pas spécifique à l'économie yougoslave; mais il s'y présente maintenant avec plus d'intensité qu'ailleurs du fait de l'absence d'un marché de capitaux qui pourrait jouer le rôle de redistributeur de l'épargne. La récente réforme du système bancaire et l'importance des ressources d'investissement détenues par les banques, devraient en principe leur permettre de jouer ce rôle. Il faudrait cependant veiller à ce que la liaison, désormais légale, entre banques et entreprises

n'entrave pas excessivement la mobilité du capital nouvellement formé. L'importance de la part de l'investissement total net qui reste sous le pouvoir direct des Autorités et les moyens d'intervention et de contrôle dont celles-ci disposent leur donnent la possibilité d'agir efficacement sur l'orientation de l'accumulation.

Le processus de transformation institutionnelle, en cours depuis plusieurs années, a déjà donné des résultats positifs qu'il convient de souligner. Le développement et la modernisation du pays ont continué à un rythme rapide, cependant que des progrès importants ont été accomplis vers la rationalisation des structures et l'amélioration de la compétitivité internationale de l'économie. Certes, ce processus n'est pas encore achevé, et des problèmes importants, dont certains ont été évoqués plus haut, attendent encore leur solution. Ces problèmes sont étudiés actuellement en Yougoslavie, et l'on peut espérer que, à la lumière de l'expérience, ils trouveront leur solution au cours des années qui viennent.

**PAGE BLANCHE**

*ANNEXE STATISTIQUE*

**PAGE BLANCHE**

TABLEAU I. ORIGINE ET UTILISATION DES RESSOURCES

Milliards d'anciens dinars, aux prix courants.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964 <sup>1</sup>
1. Dépenses des consommateurs en biens et services .....	1.162	1.326	1.526	1.822	2.040	2.395	3.095
2. Dépenses courantes de l'État en biens et services .....	444	506	586	717	853	998	1.155
<i>dont</i> : Défense nationale .....	178	195	208	248	270	286	332
3. Formation brute de capital fixe des entreprises .....	529	672	842	1.045	1.204	1.417	1.840
4. Formation brute de capital fixe de l'État .....	48	68	86	121	129	168	198
5. Variation de stocks .....	163	253	296	275	220	354	750
6. Exportations de biens et services, y compris les revenus en provenance du reste du monde	354	370	440	522	699	824	958
7. <i>Moins</i> : Importations de biens et services, y compris les revenus versés au reste du monde.	430	449	561	737	763	912	1.135
Écarts entre les statistiques .....	-34	-24	-16	+70	+3	+60	+96 <sup>2</sup>
8. <i>Egale</i> : Produit national brut aux prix du marché .....	2.236	2.722	3.231	3.835	4.385	5.304	6.957
9. <i>Moins</i> : Provisions pour amortissement des entreprises .....	191	214	242	309	358	437	579
10. <i>Moins</i> : Provisions pour amortissement de l'État .....	5	5	6	6	7	7	8
11. <i>Egale</i> : Produit national net aux prix du marché .....	2.040	2.503	2.983	3.520	4.020	4.860	6.370
12. <i>Moins</i> : Impôts indirects .....	201	234	305	414	528	645	722
13. <i>Plus</i> : Subventions .....	69	81	108	129	165	162	215
14. <i>Egale</i> : Produit national net au coût des facteurs .....	1.908	2.350	2.786	3.235	3.657	4.377	5.863
15. <i>Moins</i> : Paiement de revenus en provenance du reste du monde .....	2	2	3	4	6	18	33
16. <i>Plus</i> : Paiement de revenus au reste du monde .....	6	7	8	14	19	29	43
17. <i>Egale</i> : Produit intérieur net au coût des facteurs .....	1.912	2.355	2.791	3.245	3.660	4.388	5.873

1. Données provisoires.

2. Résultat de la tendance différente ou contraire des prix, délais, champs statistiques et autres.

Source : Mémoire.

TABLEAU II. ORIGINE DU PRODUIT BRUT AU COUT DES FACTEURS PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

Milliards d'anciens dinars, aux prix courants.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964 <sup>1</sup>
1. Agriculture, sylviculture et pêche .....	555	708	734	837	973	1.135	1.492
dont :							
a) Agriculture .....	532	682	700	789	915	1.071	1.404
b) Sylviculture, chasse, etc. ....	23	26	34	48	58	64	88
c) Pêche .....	—	—	—	—	—	—	—
2. Industries extractives .....	87	101	116	149	148	176	203
3. Industries manufacturières .....	685	837	1.028	1.089	1.136	1.392	1.952
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac .....	64	72	90	112	123	159	225
b) Textiles .....	71	81	98	102	110	136	194
c) Vêtements et chaussures .....	43	46	54	61	67	72	109
d) Bois et liège, y compris l'industrie du meuble .....	61	74	94	91	91	112	163
e) Papier, impression et édition .....	29	34	42	59	68	78	107
f) Industries chimiques et activités connexes .....	67	84	103	101	104	138	199
g) Pierre, argile et verre .....	43	50	64	70	65	81	103
h) Industries métallurgiques de base .....	72	88	98	83	85	94	130
i) Métallurgie de transformation, industries mécanique et électrique .....	168	215	266	261	255	314	441
j) Matériel de transport .....	37	54	72	108	126	157	218
k) Industries manufacturières diverses .....	30	39	47	41	42	51	63
4. Électricité, gaz et eau .....	40	45	52	82	97	115	163
5. Construction .....	128	162	204	316	339	433	621
6. Transports et communications .....	126	158	210	247	289	363	443
7. Commerce de gros et de détail .....	155	188	241	295	310	383	562
8. Revenus de la Banque, des assurances et des propriétés non bâties .....	42	47	63	69	88	90	113
9. Propriété de maisons d'habitation .....	31	32	35	38	41	43	51
10. Administration publique et défense .....	155	170	190	214	227	262	316
11. Santé et enseignement .....	68	82	110	121	208	239	310
12. Services divers .....	49	57	71	91	138	157	217
13. Produit intérieur brut au coût des facteurs .....	2.108	2.574	3.039	3.561	4.035	4.832	6.458
14. Paiement net de revenus dus aux facteurs de production par le reste du monde .....	—4	—5	—5	—10	—13	—11	—9
15. Produit national brut au coût des facteurs .....	2.104	2.569	3.034	3.549	4.022	4.821	6.449

1. Données provisoires.

Source : Mémorandum.



TABLEAU III. PRODUCTION INDUSTRIELLE

	UNITÉ OU BASE	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
Indices de production industrielle :													
1. Total.....	(1953 = 100)	114	132	146	170	189	214	247	265	283	327	379	410
2. Industries extractives.....		115	128	143	154	161	176	194	214	224	243	262	269
3. Industries manufacturières.....		113	133	145	171	192	219	255	272	290	338	400	435
4. Denrées alimentaires, boissons et tabac.....		111	120	136	164	181	192	219	227	234	281	326	349
5. Textiles.....		123	141	148	170	185	203	233	240	264	306	346	369
6. Produits chimiques.....		124	165	198	233	276	346	394	434	476	590	708	857
7. Métaux de base.....		119	159	178	221	247	279	321	331	350	374	402	436
8. Produits métallurgiques.....		104	121	129	149	168	196	235	244	247	284	338	371
Production de certains secteurs particuliers :													
9. Électricité.....	Milliards de kWh	3,4	4,3	5,1	6,3	7,4	8,1	8,9	9,9	11,3	13,5	14,2	15,5
10. Charbon.....	Millions de t	13,7	15,2	17,1	18,0	19,0	21,1	22,7	24,1	24,7	27,4	29,5	30,0
11. Raffinage du pétrole.....	»	0,7	0,7	0,9	1,0	1,1	1,2	1,3	1,4	1,7	1,8	2,2	2,9
12. Minerai de cuivre.....	»	1,3	1,5	1,7	2,0	2,3	2,2	2,4	3,2	5,1	5,6	5,9	6,0
13. Minerais de plomb et de zinc.....	»	1,5	1,7	1,7	1,8	1,8	1,8	1,9	2,1	2,2	2,3	2,4	2,4
14. Acier brut.....	»	0,6	0,8	0,9	1,0	1,1	1,3	1,4	1,5	1,6	1,6	1,7	1,8
15. Ciment.....	»	1,3	1,5	1,5	2,0	2,0	2,2	2,4	2,3	2,5	2,8	3,0	3,1
16. Machines à travailler le métal et le bois.....	Milliers de t	3,7	3,1	2,7	3,9	3,4	3,5	4,5	5,8	5,9	6,2	9,0	11,0
17. Machines pour bâtiment et construction.....	»	4,6	8,4	5,1	8,4	14,0	11,6	6,9	8,3	7,2	7,3	13,3	13,0
18. Machines tournantes électriques.....	»	3,4	3,4	4,5	5,6	4,9	5,8	8,2	9,0	8,7	9,3	9,2	11,0
19. Pulpe de bois et cellulose.....	»	63	82	122	139	148	161	211	235	254	276	327	378
20. Tissus de coton.....	Millions de m <sup>2</sup>	166	174	183	207	219	229	257	269	312	348	378	398

Sources : Statistiques générales de l'OCDE, mémorandum de la Yougoslavie, annuaire statistique de la RSFY.

TABLEAU IV. AGRICULTURE

	UNITÉ OU BASE	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965 <sup>1</sup>
Indices de la production agricole :													
1. Total.....	1951-55 = 100	94	117	97	141	124	164	148	139	145	158	167	155
2. Production végétale .....	»	87	121	92	143	118	165	143	136	140	158	167	150
3. Production animale .....	»	112	109	112	125	131	150	149	148	144	145	155	155
Production :													
4. Blé .....	Millions de t	1,4	2,4	1,6	3,1	2,5	4,1	3,6	3,1	3,5	4,1	3,7	3,5
5. Maïs .....	»	3,0	3,9	3,4	5,7	4,0	6,7	6,2	4,6	5,3	5,4	6,9	5,9
6. Betteraves sucrières .....	»	1,3	1,4	1,1	2,0	1,5	2,4	2,3	1,8	1,9	2,7	2,8	..
7. Viande .....	1.000 t mét.	401	433	462	449	469	543	602	589	622	602	665	..
8. Bois en grumes .....	Millions de m <sup>3</sup>	..	..	..	13,0	13,3	14,0	14,7	14,8	15,8	17,4	17,2	..
9. Nombre de tracteurs en service .....	1.000	..	..	..	20,5	26,5	31,7	33,7	36,5	35,3	38,2	43,3	45,3
10. Consommation d'engrais .....	1.000 tonnes	..	..	..	761	982	1.137	1.198	711	1.434	1.896	1.904	..

1. Résultats provisoires.

Source : Annuaire statistique de la RSFY.

TABLEAU V. PRIX

1960 = 100.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1963				1964				1965			
											I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
<b>PRIX A LA PRODUCTION</b>																						
1. Produits manufacturés .....	97	97	98	98	100	104	104	105	109	127	105	105	105	106	106	108	110	112	118	120	131	138
<i>dont :</i>																						
2. Biens d'équipement .....	99	101	99	99	100	101	101	101	103	110	101	101	101	102	102	103	103	103	107	108	111	114
3. Produits devant subir un traitement ultérieur .....	95	94	96	97	100	106	105	105	108	127	105	105	105	106	106	107	109	111	117	119	133	141
4. Biens de consommation .....	100	99	99	99	100	101	103	105	111	130	105	105	106	106	107	109	113	117	122	125	135	140
5. Produits agricoles .....	86	95	91	92	100	113	133	146	180	...	148	151	149	150	160	174	193	195	219	237	260	273
6. Céréales .....	93	108	104	97	100	113	133	145	190	...	140	146	153	146	151	163	206	192	198	206	264	267
7. Bétail <sup>1</sup> .....	74	84	90	91	100	112	126	144	186	...	134	143	147	146	157	173	199	204	226	238	252	260
<b>INDICE DU COUT DE LA VIE<sup>2</sup> :</b>																						
8. Total .....	83	85	90	91	100	108	119	126	141	190	126	126	125	129	133	135	145	152	161	173	104	223
<i>dont :</i>																						
9. Alimentation .....	88	90	92	93	100	110	127	139	160	223	140	140	137	144	147	158	166	175	187	228	241	257
10. Vêtements et chaussures .....	96	97	101	100	100	103	109	111	117	145	110	111	111	112	114	116	118	122	128	133	152	168
11. Loyer .....	37	37	43	47	100	105	112	120	123	160	120	120	120	120	121	122	124	124	125	126	181	207
12. Chauffage et éclairage .....	61	66	69	76	100	107	110	112	134	207	113	109	112	116	123	120	132	161	180	166	226	257

1. Destiné à l'abattage.

2. Pour une famille de travailleurs de quatre personnes.

Source : Indeks.

TABLEAU VI. BILAN DU SYSTÈME BANCAIRE

En milliards d'anciens dinars, fin de période.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
<b>Bilan bancaire consolidé :</b>						
<i>Actif :</i>						
1. Or et devises étrangères .....	13	20	80	98	84	171
2. Avoirs extérieurs .....	17	30	62	55	45	128
3. Crédits, total .....	1.824	2.040	2.676	3.307	3.990	4.556
<i>dont :</i> a) aux entreprises .....	1.265	1.463	1.643	1.994	2.316	2.679
b) à l'État .....	355	335	665	689	764	818
c) prêts d'investissement ..	27	35	90	215	360	501
d) crédit à la consommation	96	135	176	316	424	394
e) divers .....	81	72	102	93	126	164
4. Autres créances .....	43	54	103	78	91	283
<i>Total de l'actif</i> .....	1.897	2.144	2.921	3.538	4.210	5.138
<i>Passif :</i>						
5. Fonds bancaires .....	36	39	59	84	138	249
6. Engagements à l'égard de l'étranger	58	58	151	183	240	524
7. Dépôts de caractère restreint et inactif, total .....	698	851	1.052	1.114	1.273	1.622
<i>dont :</i> a) dépôts des entreprises ..	316	290	426	342	323	419
b) dépôts de l'État .....	171	316	181	160	198	131
c) contrepartie des fonds ..	92	100	138	209	182	155
d) dépôts des étrangers ..	39	37	120	103	81	233
e) dépôts des particuliers ..	14	28	24	34	45	62
f) dépôts à terme .....	—	—	37	115	274	320
g) divers .....	66	80	126	151	170	302
8. Dépôts à vue, total .....	802	846	1.261	1.632	1.934	2.027
<i>dont :</i> a) dépôts des entreprises ..	281	286	461	511	602	762
b) dépôts de l'État .....	183	67	103	222	212	92
c) fonds d'investissements sociaux non investis ..	—	38	171	238	189	106
d) fonds d'investissements sociaux supprimés et non investis .....	—	—	—	—	80	81
e) dépôts des particuliers ..	90	125	155	216	271	305
f) divers .....	248	330	371	445	580	681
9. Postes en cours de règlement .....	110	246	114	165	165	202
10. Monnaie en circulation .....	193	104	284	360	460	514
11. Masse monétaire, total .....	1.105	1.196	1.659	2.157	2.559	2.743
<i>Total du passif</i> .....	1.897	2.144	2.921	3.538	4.210	5.138

Source : Statisticki Bilten Sluzbe Društvenog Knjigovodstva Glavne Centrale, 1966.

TABLEAU VII. REVENUS ET DÉPENSES DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES

En milliards d'anciens dinars.

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
<b>BUDGET GLOBAL DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES :</b>											
<i>Recettes<sup>1</sup> :</i>											
1. Y compris les dotations intra-budgétaires .....	482	383	317	443	410	629	821	934	930	1.032	1.277
2. A l'exclusion des dotations intra-budgétaires .....	451	356	298	370	456	575	778	870	854	939	1.168
<i>Dépenses<sup>1</sup> :</i>											
3. Administration, Justice et Défense nationale <sup>1</sup> .....	198	227	208	227	263	283	329	383	649	626	743
4. Dépenses culturelles et d'éducation <sup>2</sup> .....	31	35	41	47	56	70	81	9	8	7	8
5. Santé publique .....	28	28	31	33	36	40	44	40	21	21	24
6. Activités communales .....	—	9	8	9	10	11	12	13	9	10	11
7. Investissements .....	70	39	17	17	18	23	29	34	25	24	28
8. Dotations à l'économie .....	15	26	22	35	30	34	50	138	136	141	164
9. Total <sup>3</sup> .....	364	413	364	396	505	569	715	834	893	884	1.058
10. Dotations aux autres budgets.....	37	15	19	73	53	54	44	62	76	95	109
<b>GOVERNEMENT FÉDÉRAL :</b>											
<i>Recettes :</i>											
11. Taxe sur le chiffre d'affaires .....	100	139	123	149	167	183	202	251	289	369	438
12. Impôt sur le revenu des entreprises du secteur socialisé.	123	85	26	59	85	146	235	160	82	54	32
13. Impôt sur le revenu des personnes actives du secteur socialisé.....	—	—	—	—	15	22	1	—	—	—	—
14. Autres recettes .....	46	10	11	11	12	9	54	127	163	200	306
Total .....	269	203	160	220	279	360	491	538	534	623	776
<i>Dépenses :</i>											
15. Administration et défense .....	150	189	158	171	198	208	240	272	300	316	367
16. Culture et éducation .....	—	—	—	1	1	1	1	—	1	—	—
17. Santé publique .....	10	11	11	11	14	15	19	21	27	29	31
18. Investissements .....	35	12	3	4	7	7	9	9	6	7	10
19. Dotations aux autres budgets.....	9	11	6	41	39	39	23	30	39	51	57
20. Dotations à l'économie et aux institutions.....	10	1	1	7	2	2	3	3	7	4	5
21. Divers.....	7	14	18	17	71	86	139	178	246	225	269
Total .....	221	240	199	252	330	356	434	513	626	632	739

1. Les données concernant les recettes et les dépenses couvrent la période qui s'étend du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de chaque année.

2. Les dépenses pour les écoles ne figurent plus à la ligne 4 depuis 1961. En revanche, les transferts aux institutions sanitaires et éducatives sont pris en considération à la ligne 8.

3. Y compris « divers ».

Source : Mémorandum.

TABLEAU VIII. COMMERCE EXTÉRIEUR

En millions de dollars.

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
1. Importations totales c.a.f. ....	239	441	474	661	685	687	826	910	888	1.057	1.322	1.288
2. Exportations totales f.o.b. ....	240	257	323	395	441	477	566	569	691	790	892	1.092
3. Déficit commercial. ....	99	184	151	266	244	210	260	341	197	267	430	196
4. Volume des importations (1953 = 100) ....	88	105	116	151	163	165	201	220	213	246	307	..
5. Volume des exportations (1953 = 100) ....	125	119	150	177	200	218	254	264	310	345	374	..
6. Prix à l'importation (1953 = 100) ....	98	102	101	108	103	101	102	103	106	109	109	..
7. Prix à l'exportation (1953 = 100) ....	102	111	114	118	117	113	115	116	120	123	128	..
8. Termes de l'échange (1953 = 100) ....	104	109	113	109	113	111	111	110	111	113	117	..
<i>Importations par zone :</i>												
9. Europe occidentale .....	179	195	183	274	287	289	396	456	387	433	541	498
10. Amérique du Nord .....	103	145	135	177	136	142	93	185	189	205	188	201
11. Europe orientale et URSS .....	4	33	105	143	194	170	212	169	189	241	377	369
12. Reste du monde .....	53	68	51	67	68	86	125	100	123	178	216	220
13. Total .....	339	441	474	661	685	687	826	910	888	1.057	1.322	1.288
<i>Exportations par zone :</i>												
14. Europe occidentale .....	162	146	179	204	222	218	255	260	305	381	383	397
15. Amérique du Nord .....	23	28	28	34	34	34	40	43	55	52	57	77
16. Europe orientale et URSS .....	6	36	74	105	123	147	182	176	167	211	308	460
17. Reste du monde .....	49	47	42	52	62	78	89	90	164	146	144	158
18. Total .....	240	257	323	395	441	477	566	569	691	790	892	1.092

Source : Annuaire statistique de la RSFY.

TABLEAU IX. IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS PAR GROUPE DE PRODUITS

En millions de dollars.

SECTION CTCI		1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
	<i>Importations :</i>												
0 et 1	1. Produits alimentaires, boissons et tabac .....	82	122	151	148	132	133	76	121	131	201	167	190
	<i>dont :</i> 2. Céréales et produits à base de céréales .....	65	80	108	100	66	36	21	65	67	124	69	97
2	3. Matières premières .....	51	77	75	97	84	96	118	130	132	159	211	216
	<i>dont :</i> 4. Fibres textiles et déchets .....	35	58	48	55	53	55	60	68	69	88	115	117
3	5. Combustibles minéraux .....	30	37	47	65	41	45	45	40	48	47	66	72
5	6. Produits chimiques .....	21	29	33	48	67	75	71	63	78	111	138	118
6	7. Produits semi-manufacturés .....	51	51	58	104	108	108	172	185	163	187	277	279
	<i>dont :</i> 8. Métaux communs .....	26	20	24	52	52	48	87	93	90	135	150	154
7 et 8	9. Articles manufacturés finis .....	97	119	104	183	236	212	332	355	321	341	447	399
	<i>dont :</i> 10. Machines .....	81	97	75	122	160	149	240	247	245	266	336	278
	Équipement de transport .....	10	14	19	46	56	43	64	77	48	41	62	78
4 et 9	11. Divers .....	7	6	6	16	17	18	12	16	15	11	16	14
	12. Total .....	339	441	474	661	685	687	826	910	888	1.057	1.322	1.288
	<i>Exportations :</i>												
0 et 1	13. Produits alimentaires, boissons et tabac .....	82	80	109	124	168	149	191	191	191	243	265	280
	<i>dont :</i> 14. Animaux vivants et viande .....	31	25	37	46	43	62	78	98	104	124	147	169
	Céréales et produits à base de céréales .....	9	1	4	4	39	21	36	20	3	6	2	6
2	15. Matières premières .....	71	75	77	82	75	76	88	85	96	108	115	110
	<i>dont :</i> 16. Bois et liège .....	44	44	41	48	41	39	42	41	49	55	56	53
5	17. Produits chimiques .....	10	14	14	19	15	16	23	20	21	26	38	59
6	18. Articles semi-manufacturés .....	59	71	89	108	102	118	134	129	156	169	205	248
	<i>dont :</i> 19. Métaux communs .....	28	39	51	57	57	61	76	70	84	78	89	108
7 et 8	20. Articles manufacturés finis .....	13	12	27	49	71	112	123	136	208	227	256	383
	<i>dont :</i> 21. Machines .....	2	3	8	17	18	39	51	53	71	81	87	123
	22. Navires .....	..	—	6	8	25	37	19	28	71	55	40	79
3, 4 et 9	23. Divers .....	5	5	7	13	10	6	7	8	19	17	14	12
	24. Total .....	240	257	323	395	441	477	566	569	691	790	892	1.092

Sources : Annuaire statistique de la RSFY, Bulletin statistique du Commerce extérieur de l'OCDE.

# OECD SALES AGENTS

## DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'OCDE

### ARGENTINA - ARGENTINE

Editorial Sudamericana S.A.,  
Aisina 500, BUENOS AIRES.

### AUSTRALIA - AUSTRALIE

B.C.N. Agencies Pty, Ltd.,  
53 D Bourke Street, MELBOURNE, C.I.

### AUSTRIA - AUTRICHE

Gerold & Co., Graben 31, WIEN 1.  
Sub-Agent : GRAZ : Buchhandlung Jos. A. Kienreich, Sackstrasse 6.

### BELGIUM - BELGIQUE

Standaard Wetenschappelijke Uitgeverij,  
Belgiëlei 147, ANVERS.  
Librairie des Sciences (R. Sloops),  
76-78, Coudenberg, BRUXELLES.

### CANADA

Queen's Printer - Imprimeur de la Reine,  
OTTAWA.

### DENMARK - DANEMARK

Munksgaard Boghandel, Ltd., Nørregade 6,  
KOBENHAVN K.

### FINLAND - FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa, Keskuskatu 2,  
HELSINKI.

### FORMOSA - FORMOSE

Books and Scientific Supplies Services, Ltd.  
P.O.B. 83, TAPEI.  
TAIWAN.

### FRANCE

Bureau des Publications de l'OCDE,  
2, rue André-Pascal, PARIS (16<sup>e</sup>).

### Principaux sous-dépôtaires :

PARIS : Presses Universitaires de France,  
49, bd Saint-Michel, 5<sup>e</sup>  
Librairie de Médecis, 3, rue de Médecis, 6<sup>e</sup>  
Sciences Politiques (Lib.), 30, rue Saint-Guillaume, 7<sup>e</sup>  
La Documentation Française, 16, rue Lord Byron, 8<sup>e</sup>  
AIX-EN-PROVENCE : Librairie de l'Université.

BORDEAUX : Mollat.

GRENOBLE : Arthaud.

LILLE : Le Furet du Nord.

LYON 2<sup>e</sup> : L. Demortière.

STRASBOURG : Berger-Levrault.

### GERMANY - ALLEMAGNE

Deutscher Bundes-Verlag G.m.b.H.  
Postfach 9380, 53 BONNEN.  
Sub-Agents : BERLIN 62 : Elwert & Meurer.  
MÜNCHEN : Hueber, HAMBURG : Reuter-  
Klöckner; und in den massgebenden Buchhand-  
lungen Deutschlands.

### GREECE - GRÈCE

Librairie Kauffmann, 28, rue du Stade, ATHÈNES-132.

### ICELAND - ISLANDE

Snæbjörn Jónsson & Co., h.f., Hafnarstræti 9,  
P.O. Box 1131, REYKJAVIK.

### INDIA - INDE

International Book House Ltd.,  
9 Ash Lane, Mahatma Gandhi Road, BOMBAY 1.  
Oxford Book and Stationery Co. :  
NEW DELHI, Scindia House,  
CALCUTTA, 17 Park Street.

### IRELAND - IRLANDE

Eason & Son, 40-41 Lower O'Connell Street,  
DUBLIN.

### ISRAEL

Emanuel Brown,  
35 Allenby Road, and 48 Nahlat Benjamin St.,  
TEL-AVIV.

### ITALY - ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni  
Via Lamarmora 45, FIRENZE.  
Via Paolo Mercuri 19/B, ROMA.

Sous-Dépôtaires : GENOVA : Libreria Di  
Stefano. MILANO : Libreria Hoepli. NAPOLI :  
Libreria L. Cappelli. PADOVA : Libreria Zannoni.  
PALERMO : Libreria C. Cicala Inguaggiato. ROMA :  
Libreria Rizzoli, Libreria Tombolini. TORINO :  
Libreria Lattes.

### JAPAN - JAPON

Maruzen Company Ltd.,  
6 Tori-Nichome Nihonbashi, TOKYO.

### KENYA

New Era Publications  
Ghale House, Government Road,  
P.B. 6854.

### NAIROBI.

### LEBANON-LIBAN

Redico  
Immeuble Edison, Rue Bliss, B.P. 5641,  
BEYROUTH.

### LUXEMBOURG

Librairie Paul Bruck  
22, Grand' Rue,  
LUXEMBOURG.

### MALTA - MALTE

Labour Book Shop, Workers' Memorial Building,  
Old Bakery Street, VALLETTA.

### MOROCCO - MAROC

Editions La Porte, Aux Belles Images.  
281, avenue Mohammed V, RABAT.

### THE NETHERLANDS - PAYS-BAS

W.P. Van Stockum & Zoon,  
Buitenhof 36, DEN HAAG.  
Sub-Agents : AMSTERDAM : Schellema & Holkema  
N.V., Rokin 44. ROTTERDAM : De Wester  
Boekhandel, Nieuwe Binnenweg 331.

### NEW ZEALAND - NOUVELLE ZÉLANDE

Government Printing Office,  
20 Molesworth Street (Private Bag), WELLINGTON  
and Government Bookshops at  
Auckland (P.O.B. 5344)  
Christchurch (P.O.B. 1721)  
Dunedin (P.O.B. 1104).

### NORWAY - NORVÈGE

A/S Bokhjornet, Lille Gtens 7, OSLO.

### PAKISTAN

Mirza Book Agency, 65, The Mall, LAHORE 3

### PORTUGAL

Livraria Portugal, Rua do Carmo 70, LISBOA.

### SOUTH AFRICA - AFRIQUE DU SUD

Van Schaik's Book Store Ltd.,  
Church Street, PRETORIA.

### SPAIN - ESPAGNE

Mundi Prensa, Castelló 37, MADRID.  
Libreria Bastinos de José Bosch, Pelayo 52,  
BARCELONA 1.

### SWEDEN - SUÈDE

Fritzes, Kungl. Hovbokhandel,  
Fredsgatan 2, STOCKHOLM 16.

### SWITZERLAND - SUISSE

Librairie Payot, 6, rue Grenus, 1211 GENÈVE, 11  
et à LAUSANNE, NEUCHÂTEL, YVEY,  
MONTREUX, BERNE, BALE et ZURICH.

### TURKEY - TURQUIE

Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyoglu,  
ISTANBUL et 12 Ziya Gökalp Caddesi, ANKARA.

### UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office, P.O. Box 569, LONDON,  
S.E.1.

Branches at : EDINBURGH, BIRMINGHAM,  
BRISTOL, MANCHESTER, CARDIFF, BELFAST.

### UNITED STATES OF AMERICA

OECD Publications Center, Suite 1305,  
1750 Pennsylvania Ave, N. W.  
WASHINGTON, D. C. 20006.

### YUGOSLAVIA - YOUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Marsala Tita, 23, P.O.B. 36,  
BEOGRAD.

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire  
peuvent être adressées à :

OCDE, Bureau des Publications, 2, rue André-Pascal, Paris (16<sup>e</sup>).

Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to  
OECD, Publications Office, 2, rue André-Pascal, Paris (16<sup>e</sup>).



PUBLICATIONS DE L'OCDE  
2, rue André-Pascal, Paris XVI<sup>e</sup>  
Dépôt légal n° 1.479. Sept. 1966.  
N° 21.010



*IMPRIMÉ EN FRANCE*



## ÉTUDES ÉCONOMIQUES

L'OCDE publie chaque année une série d'études économiques par pays.

La série 1965-1966 comprendra des études sur les pays suivants (ceux marqués \* ont déjà été publiés).

ALLEMAGNE *	JAPON *
AUTRICHE *	NORVÈGE *
CANADA *	PAYS-BAS *
DANEMARK *	PORTUGAL
ESPAGNE *	République Socialiste
ÉTATS-UNIS *	Fédérative de YOUGOSLAVIE *
FRANCE	ROYAUME-UNI *
GRÈCE *	SUÈDE *
IRLANDE *	SUISSE *
ISLANDE *	TURQUIE *
ITALIE *	U.E.B.L.

	F	FS	DM	£ s.	\$ U.S.
<i>Prix par fascicule :</i>	3	3	2,50	—5	0,80
<i>Abonnement à la série complète :</i>	42	42	35	3,3	10